

Dans deux universités américaines, les étudiants viennent de voter le désinvestissement d'Israël

L'Université de l'Illinois à Urbana-Champaign et l'Université de Columbia ont toutes deux voté des résolutions historiques appelant à se désinvestir d'Israël.

La semaine dernière, le gouvernement étudiant de l'Illinois a voté une résolution appelant l'établissement à se désinvestir des entreprises transnationales qui collaborent avec l'armée, les prisons, les forces de police ou ICE [police aux frontières USA] américaines et israéliennes. La résolution a d'abord été présentée au gouvernement étudiant en février, mais a initialement fait l'objet d'un veto.

« Cette victoire signifie énormément pour moi, à la fois en tant que Palestinienne et en tant qu'étudiante à l'UIUC. Il existe chez les étudiants et les professeurs un racisme anti-palestinien rampant, qui est encouragé et protégé par l'administration de l'université », a dit à Mondoweiss Buthaina Hattab, étudiante à l'UIUC et coauteure de la résolution. « Pour moi, cette victoire a renforcé la centralité et l'importance cruciale de la Palestine dans tout combat qui cherche à maintenir et à défendre la liberté d'expression et les droits de la personne humaine. »

Hattab a également établi un lien entre la résolution et l'actuel mouvement La Vie des Noirs Importe qui s'empare du pays. « Au moment de l'audition de la résolution, il y avait une manifestation d'urgence pour Breonna Taylor dans le Service de Police de Champaign (CPD) », a-t-elle dit. « Beaucoup de nos alliés étaient à la manifestation et

vivaient vraiment avec la réalité de l'injustice tandis que nous essayions de faire passer cette résolution. Voter une résolution qui appelait au désinvestissement des entreprises de la police et de l'armée ne pouvait pas arriver à un moment plus critique de notre combat. J'espère que les gens réaliseront l'urgence et l'immédiateté du désinvestissement alors que, dans les villes américaines, à la frontière américano-mexicaine, et en Palestine, les forces de la police et de l'armée continuent de nous faire du mal. »

L'ensemble des étudiants de l'Université de Columbia a voté un référendum qui avait été mis en place par le Désinvestissement de l'Apartheid de l'Université de Columbia (CUAD), association créée en 2016. Le référendum demandait : « L'université de Columbia doit-elle désinvestir ses actions, ses fonds et sa dotation des sociétés qui profitent de ou s'engagent dans les actions de l'État d'Israël envers les Palestiniens qui, selon le Désinvestissement de l'Apartheid de l'Université de Columbia (CUAD), relèvent de la Convention Internationale des Nations Unies sur la Punition du Crime d'Apartheid ? »

Le président de l'Université de Columbia Lee Bollinger a immédiatement pris ses distances avec le vote et a clairement dit qu'il n'approuvait pas la démarche. Dans une [déclaration](#), Bollinger a dit que « Modifier notre dotation afin de faire progresser les intérêts d'un des côtés ne fait pas partie des voies que nous emprunterons ».

« Ces victoires de BDS sur les campus sont un signe du changement rapide de courant que nous constatons à travers les Etats Unis », a dit à Mondoweiss la coordinatrice du Mouvement BDS d'Amérique du Nord Olivia Katbi Smith. « Malgré l'aggravation des campagnes de répression sur les campus et dans les allées du pouvoir, il devient impossible d'être 'progressiste sauf pour la Palestine', parce qu'il devient impossible de réduire notre mouvement au silence. Le combat des Palestiniens pour la liberté, la justice et l'égalité recoupe ainsi clairement les autres combats des peuples

opprimés partout. »

Source : [MONDOWEISS](#)

Traduction : [AURDIP](#)

Les dictateurs des Emirats arabes unis et du Bahrein bradent le peuple palestinien

15 septembre 2020

par le Comité National BDS (BNC) palestinien

La séance de photos de mardi à la Maison Blanche célèbre un accord cynique entre les dirigeants corrompus et fanatiques d'Israël, des Emirats, du Bahrein et des Etats Unis pour soutenir leur répression brutale et leurs violations des droits.

La séance de photos mardi à la Maison Blanche ne conduira pas à la paix ni à la justice. C'est un accord cynique entre les dirigeants corrompus et fanatiques d'Israël, des Emirats, du Bahrein et des Etats Unis pour soutenir leur répression brutale et leurs violations des droits.

Notre réponse : intensifier la pression pour un embargo militaire sur l'Israël d'apartheid.

Ne tenant aucun compte de leurs propres citoyens, les dictateurs des EAU et du Bahrein bradent le peuple palestinien pour leurs intérêts bellicistes et capitalistes. Leurs accords

avec Trump et Netanyahu ne feront qu'intensifier le vol continu de terre, le nettoyage ethnique et le siège de 2 millions de Palestiniens dans le ghetto de Gaza par l'Israël d'apartheid.

Soutenus par la majorité absolue dans le monde arabe et les progressistes à travers le monde, les Palestiniens continueront de résister à l'oppression israélienne et à insister sur notre droit à la liberté, la justice et l'égalité. Nous appelons à des sanctions légales et ciblées pour arrêter l'occupation et l'apartheid pratiqués par Israël.

Tuesday's White House photo-op won't lead to peace or justice. It's a cynical deal by corrupt, fanatic Israeli, Emirati, Bahraini and US rulers to sustain their brutal repression and rights violations.

Our response: intensify pressure for a military embargo on apartheid Israel. pic.twitter.com/XdzowsG4NV

– BDS movement (@BDSmovement) [September 14, 2020](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : [BNC](#)

Rencontre à Paris : Boycott de produits israéliens, une expérience américaine

Rencontre avec Nathaniel Miller

en la présence de militants de BDS France
Paris

Mercredi 24 février 2016 à 19h30

CICP (Centre International de Culture Populaire)
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris
(M° Rue des Boulets)

Membre fondateur du mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) à Philadelphie, Nathaniel Miller a fait en sorte que son syndicat soit le premier aux Etats-Unis à soutenir la campagne BDS.

Cette campagne, qui continuera jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international, a trois objectifs :

- Mettre fin à l'occupation des Territoires palestiniens (Cisjordanie, Jérusalem-Est, Gaza)
- En Israël, égalité des droits entre citoyens juifs et « Palestiniens de 48 » (citoyens israéliens)
- Respecter le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Présentations, vidéos, documentation, rafraîchissements et discussion bien sûr :

Nathaniel Miller et les animateurs de « BDS France Paris » se feront un plaisir d'échanger avec vous sur la situation en Israël/Palestine et sur le développement de la campagne.

Participation aux frais : contribution volontaire

Organisé par l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix) et BDS France Paris

Cinq banques israéliennes blacklistées par un important fonds de pensions U.S.

Le fonds de pensions de l'Église Méthodiste Unifiée – une des plus importantes obédiences protestantes aux États-Unis, qui compte plus de sept millions de membres – a placé cinq banques israéliennes sur sa liste d'entreprises dans lesquelles il n'investira pas, pour des raisons liées au respect des droits humains. C'est ce qu'il a annoncé mardi dans un communiqué, reproduit par le New York Times. La décision aurait été acquise notamment sous l'impulsion du *"United Methodist Kairos Response group"*.

C'est, selon le quotidien, la première fois qu'un fonds de pensions d'une grande église états-unienne prend une telle décision concernant des banques israéliennes, lesquelles financent la construction de colonies *"dans ce que la majeure partie du monde considère comme les territoires palestiniens illégalement occupés"* (selon la formule du New York Times, réputé pour ses complaisances envers Israël)[1].

Le NYT ajoute que *«les défenseurs des Palestiniens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'église, estiment cette que cette décision constitue une étape importante de la campagne*

“Boycott, Désinvestissement et Sanctions” (BDS), destinée à exercer une pression économique sur Israël». Mais «d’autres, à l’intérieur de l’église, estiment que c’est une affirmation trompeuse, dans la mesure où l’église garde des investissements dans d’autres entreprises israéliennes et où une majorité écrasante de ses membres se sont opposée à des propositions de désinvestissement». Selon sa porte-parole, le fonds(dont les avoir étaient évalués en 2014 à 20,9 milliards de dollars US) reste en effet présente dans environ 18 entreprises israéliennes “qui se conforment à ses critères d’investissement”.

On peut donc résumer que c’est un pas important qui est franchi, mais qu’il reste encore du chemin à parcourir...

Le gouvernement et l’ambassade d’Israël n’ont pas fait de commentaire à propos de cette décision, dit le NYT, qui estime que celle-ci devrait susciter leur colère, dans la mesure où – écrit-il – le gouvernement Netanyahu «consacre une énergie considérable pour combattre les propositions avancées [allant dans le sens préconisé par BDS] dans des institutions universitaires, les entreprises et les églises». Et il rappelle que Benjamin Netanyahu a décrit BDS comme «une campagne pour détruire Israël». Apparemment, même aux États-Unis et même dans les églises, la parole du Premier menteur israélien n’est plus audible.

Les banques concernées par la décision du fonds de pensions de l’Église Méthodiste Unifiée sont la **Banque Hapoalim**, la **Banque Leumi**, la **First International Bank of Israel**, la **Israel Discount Bank** et la **Banque Mizrahi-Tefahot**, qui s’ajoutent à une liste de 39 entreprises de divers pays qui sur la *liste noire* du fonds pour des raisons liées au respect des droits humains, en application d’une charte adoptée par l’église méthodiste en 2014.

La liste inclut aussi l’entreprise israélienne du secteur de la construction “**Shikun & Binui**”, en raison de son rôle

important dans la construction des colonies juives en Cisjordanie.

Le NYT rappelle qu'en juillet dernier, le synode de la "United Church of Christ" (±1 million de membres) s'était prononcé à une majorité écrasante en faveur d'une résolution appelant au désinvestissement des entreprises qui tirent profit de l'occupation et en faveur du boycott des produits des colonies israéliennes.

L.D.

[1] New-York abrite la deuxième plus importante communauté juive du monde, après celle d'Israël

Source

:
<http://www.pourlapalestine.be/cinq-banques-israeliennes-blacklistees-par-un-important-fonds-de-pensions-u-s/>

400 New Yorkais célèbrent le lancement de la campagne appelant les artistes à boycotter Israël

18 novembre | [Adalah-NY en English](#)



New York, NY, 16 Novembre 2015 – Samedi 14 novembre, près de 400 New Yorkais se sont rassemblés au Loft de la Librairie

Verso, à Dumbo, Brooklyn, pour faire nombre à « l'Appel Palestine : Une soirée de lancement de l'amplification du boycott culturel d'Israël à New York » ([photos](#)). Les performances musicales ont été entraînantes, jouées par des musiciens éclectiques, dont le virtuose de l'oud, [Simon Shaheen](#), Suhel et Tamer Nafar de [DAM, le groupe de hip hop palestinien](#), [Tamar-kali](#), la chanteuse-compositrice de Brooklyn, [Sonny Singh](#) de Red Baraat, et Daro Behroozi des Lucky Chops. Quatre vingt huit artistes et intervenants culturels présents à cette soirée ont signé un [engagement new-yorkais](#) de soutien au boycott culturel d'Israël.

« C'était très stimulant de collaborer avec autant de musiciens incroyables qui se sont retrouvés pour faire cause commune sur la justice en Palestine » a fait remarquer Sonny Singh. « J'espère que ce concert va inciter beaucoup d'autres musiciens et artistes à rejoindre ce mouvement de boycott culturel d'Israël ».

Riham Barghouti, le MC de la soirée pour Adalah-NY et un ancien membre de la [troupe de danse populaire palestinienne El Funoun](#) ont précisé : « Nous faisons aujourd'hui une célébration, mais nombreux doivent être ceux qui se demandent s'il est possible de célébrer quoi que ce soit, avec toutes les tragédies qui arrivent en France, au Liban, en Syrie, en Palestine. Nous savons que nos frères et sœurs de par le monde sont en lutte. Mais nous savons aussi qu'il nous faut faire un choix : nous pouvons soit être dans la peur et le sentiment d'oppression, soit soutenir leurs luttes en élevant la voix bien haut pour la liberté et la libération ».

« J'ai ressenti une énergie créatrice tellement forte dans l'atmosphère de toute cette nuit, que cela me donne de l'espoir pour l'avenir » a dit Daro Behroozi. « Je suis certain que nous continuerons à créer de magnifiques espaces où la musique servira de moteur pour la libération ».

Un premier aperçu d'une nouvelle vidéo de trois minutes sur

huit artistes de renom ayant des liens avec New York expliquant pourquoi ils s'associent au boycott culturel d'Israël, a été accueillie par des applaudissements nourris. Cette vidéo sera envoyée à la presse le mardi 17 novembre à 11 heures du matin.

Il a été demandé aux artistes et intervenants culturels présents de se joindre à ces huit artistes en signant un engagement de « ne pas participer à des événements sponsorisés par le gouvernement israélien ou complices des institutions israéliennes à New York, en Israël ou où que ce soit ». Les 88 personnes qui ont ajouté leurs noms à cet engagement new-yorkais ont porté le nombre de signataires à 180. L'actrice Leta Renée-Alan était une de ces signataires. « Je trouve inacceptable de soutenir l'apartheid » a dit Renée-Alan. « Ce qui se passe en Israël et en Palestine est de l'apartheid. Je suis solidaire du peuple palestinien. La campagne pour mobiliser davantage d'artistes new-yorkais à s'engager dans le soutien au boycott va continuer.

Le mouvement BDS pour un boycott total d'Israël – [lancé](#) par une coalition de plus de 170 syndicats, partis politiques et de groupes de défense des droits humains palestiniens pour faire avancer leur mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité – a constamment élargi son soutien à l'échelle mondiale. Madame [Lauryn Hill](#), [Roger Waters](#), [Elvis Costello](#), [Santana](#), feu [Gil Scott-Heron](#), [Cassandra Wilson](#), [Cat Power](#), [Stevie Wonder](#), [Talib Kweli](#), [Mira Nair](#), [Ken Loach](#), [Alice Walker](#), [Mike Leigh](#), [Arundhati Roy](#), [Jean-Luc Godard](#), et d'autres artistes ont refusé de jouer ou de participer à des événements culturels en Israël ou avec des institutions complices des violations des droits humains par Israël. À l'échelle nationale, plus de 400 travailleurs culturels américains ont [signé une déclaration](#) de soutien au boycott culturel de la Campagne américaine pour le boycott académique et culturel d'Israël (USACBI).

Source en français :
<http://www.aurdip.fr/400-new-yorkais-celebrent-le.html>

Source :
<https://adalahny.org/press-release/1335/400-new-yorkers-celebrate-launch-campaign-calling-local-artists-boycott-israel>

[Traduction SF pour l'AURDIP](#)

Les étudiants de Stanford votent le désinvestissement

Ce communiqué a été actualisé pour expliquer comment la Présidente et la vice-présidente ont été favorables à un deuxième vote pour différentes raisons (2 février 2015, 15h10)

STANFORD, Californie – le 17 février, le Conseil du premier cycle de l'université de Stanford a voté par 10 voix contre 4 et une abstention, une résolution de désinvestissement de l'occupation des territoires palestiniens. La résolution, intitulée « Une Résolution de désinvestissement des entreprises qui violent les droits humains en Palestine occupée », appelle Stanford à cesser d'investir dans des multinationales qui aident les violations des droits humains dans les territoires palestiniens occupés.

La présidente du Conseil et la vice-présidente ont présenté une motion visant à reconsidérer la résolution après qu'elle ait subi de peu une défaite par une voix la semaine dernière (9 pour, 1 abstention, 5 contre). La Présidente a déclaré que l'ambiance hostile des opposants au désinvestissement créée

lors de la séance de la semaine dernière avait fait obstruction à sa capacité de voter clairement, tandis que la vice-présidente a déclaré qu'elle n'avait pas eu assez de temps pour traiter les amendements déposés la semaine dernière. Elles ont toutes les deux demandé à pouvoir mettre leur vote en conformité avec leur véritable opinion. Lors du premier vote, elles avaient respectivement voté contre et abstention. Après que leur motion de reconsidérer le vote ait triomphé à la séance de mardi, elles ont changé pour « pour » et « abstention ». Le nouveau vote s'est déroulé après une séance de deux heures et s'est conclu par un vote historique en faveur du désinvestissement, 10 membres du Conseil votant en soutien, un s'abstenant et 4 étant contre.

Les organisateurs de la campagne ont été surpris que le Conseil décide de revoter et ont exprimé leur enthousiasme face au résultat.

« Après des mois de dur travail, il est gratifiant de constater que le Conseil répond à notre appel et renforce nos efforts pour le désinvestissement » a dit l'étudiante de deuxième année Ramah Awad. « Notre prochaine étape est de faire pression sur le Conseil d'Administration pour qu'il nous suive. Nous demandons au Conseil d'Administration et directement à son président Hennessy : « Allez-vous écouter la voix des étudiants ? »

Un autre étudiante a exprimé son soutien aux membres du Conseil qui ont décidé de reconsidérer leur vote.

« Les étudiants de la campagne contre le désinvestissement nous ont écrit en reconnaissant leur comportement 'haineux et vindicatif' lors de la séance de la semaine dernière » a dit l'étudiant de cycle supérieur Manny Thompson. « Nous apprécions le fait que la présidente et la vice-présidente se soient exprimé sur les manœuvres d'intimidation qui les ont

empêchées de voter en toute conscience et que le Conseil ait finalement réaffirmé son soutien majoritaire pour le désinvestissement ».

La résolution vise les multinationales et identifie les multiples acteurs complices de violations contre les Palestiniens qui vivent sous occupation, dont les gouvernements d'Israël, d'Égypte, le Hamas et l'Autorité Palestinienne. La résolution établit que le Conseil des étudiants de premier cycle n'est pas lié au mouvement de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) et affirme le droit de vivre en sécurité et en auto-détermination tant pour les Israéliens que pour les Palestiniens.

La résolution a été portée par la coalition « Stanford Hors de la Palestine Occupée » (SOOP). La coalition est composée de 19 groupes étudiants dont l'Union des Étudiants Noirs, MEChA et les Étudiants de Stanford pour la Libération LGBT. La résolution a appelé l'Université à évaluer ses investissements et à désinvestir des entreprises entrant dans les critères suivants :

1. Contribuer au maintien de l'infrastructure illégale d'occupation israélienne, en particulier les colonies et le mur de séparation.
2. Faciliter la punition collective de civils palestiniens par Israël et l'Égypte.
3. Faciliter la répression d'État contre les Palestiniens par les forces de sécurité d'Israël, de l'Égypte ou de l'Autorité Palestinienne.

Stanford Hors de la Palestine Occupée s'est unie dans la poursuite d'un désinvestissement sélectif en réponse à l'appel de la société civile palestinienne visant à exercer une pression économique pour mettre fin aux violations de ses droits humains fondamentaux. En sept semaines, la campagne de SOOP a bénéficié d'un immense soutien étudiant ; plus de 1 600

étudiants de Stanford ont signé la pétition de S00P.

Avec le vote de mardi, Stanford rejoint le nombre croissant de conseils étudiants – les plus célèbres étant l'Association des étudiants de l'université de Californie – qui répondent à un appel de la société civile palestinienne au désinvestissement. Après ce vote, S00P va agir avec les membres du conseil étudiant de Stanford pour faire pression sur le Conseil d'Administration afin qu'il désinvestisse des violations des droits humains palestiniens.

« En tant qu'étudiant dans le mouvement, j'ai hâte d'engager le campus de façon continue dans cette discussion » a dit l'étudiante de première année Natasha Patel, « Nous n'avons pas fini d'élever le niveau de réponse à l'appel du peuple palestinien ni de pousser notre université à revoir ses investissements d'un point de vue éthique ».

Contacts Presse: Ekela Autry eauntry@stanford.edu; Sherif Ibrahim sherif10@stanford.edu

Traduction SF pour l'AURDIP

Résolution de l'UC Davis pour le désinvestissement, cinq autres campagnes lancées aux États-Unis

Nora Barows-Friedman – 30 janvier 2015

Hier soir, le gouvernement étudiant de l'université de Californie à Davis a voté en faveur d'une résolution pour le désinvestissement des entreprises qui profitent de

l'occupation israélienne.

À une majorité écrasante – huit voix pour, deux contre et deux abstentions -, le gouvernement étudiant de l'UC Davis recommande que l'instance dirigeante de l'université de Californie se désinvestisse de Caterpillar, G4S, Veolia Environment et Raytheon.

Cette victoire pour le désinvestissement survient juste après que l'administration de l'UC Davis s'est montrée réceptive aux tentatives de la Ligue Anti-diffamation – groupe de lobby influent en faveur d'Israël – pour traiter les actions de boycott, désinvestissement et sanctions comme des « actes hostiles » que l'université devait considérer comme des menaces à la sécurité.

Ce sont maintenant sept sur les neuf campus étudiants du système universitaire de Californie qui ont voté en faveur du désinvestissement. (Un campus, celui de Santa Cruz, a voté le désinvestissement l'an dernier, mais celui-ci est à nouveau remis aux voix en raison d'une possible ingérence du président du syndicat étudiant qui a prétendu que le vote avait été un échec.)

« Plus de 550 étudiants, membres du personnel et du corps enseignant de l'UC Davis participaient à la réunion du conseil, » rapporte le journal du campus de l'UC Davis, *The California Aggie*.

« Vers 21 h 10, après les prises de parole introductives, par les deux côtés, celui favorable et celui opposé à la proposition, la présidente de Aggies pour Israël, Julia Reifkind, a demandé à tous les anti-désinvestissement de quitter la réunion en signe de protestation, ce qui amena au départ de la plupart des opposants à la proposition – environ un tiers des participants », déclare le journal.

Les étudiants anti-désinvestissement sont sortis mais après avoir relancé des thèmes tentant de présenter Israël comme un

État pluraliste, démocratique, tout en dénigrant et calomniant le travail du groupe Étudiants pour la Justice en Palestine et ses sympathisants.

Les débats et le vote étaient diffusés en direct sur Internet. Dans le monde entier, des militants, surtout des étudiants, sur les médias sociaux, ont éclaté de joie après ce vote.

Une forte coalition

La campagne de désinvestissement à l'UC Davis est l'une des six campagne au moins nouvellement lancées, des initiatives conduites par des étudiants dans tout le pays pour faire pression sur les administrations universitaires afin qu'elles se désinvestissent des entreprises qui profitent des violations des droits palestiniens par Israël.

« Nous avons voulu être sûrs que nous aurions une alliance réellement forte... avant d'aller vers le public, » explique à *The Electronic Intifada*, Moira Geary, étudiante à l'université Northwestern dans l'Illinois et membre d'Étudiants pour la Justice en Palestine. Les militants étudiants à Northwestern ont lancé une campagne de désinvestissement la semaine dernière après des mois de recherches et d'organisations.

« Nous avons des militants d'Étudiants pour la Justice en Palestine, des militants de MEChA, organisation des étudiants autochtones mexicains sur le campus, nous avons des gens qui militent dans le mouvement Black Lives Matter et à Ferguson principalement, qui nous aident aussi pour le désinvestissement, nous avons des gens qui militent pour les droits des travailleurs du sexe – une véritable variété de militants différents (en tant que parties dans l'alliance), » ajoute Geary.

Les étudiants de Northwestern disent avoir déjà été confrontés à une opposition grandissante de la part d'individus et organisations de campus alignés sur Israël. Mais ils

intensifient leur interaction avec les autres étudiants sur l'importance qu'il y a à arracher les investissements de leur université à l'occupation israélienne.

Les militants ont réalisé une vidéo puissante d'étudiants, expliquant pourquoi ils soutiennent le désinvestissement.

« *Une censure vigilante* »

Bien qu'ils aient recueilli un large soutien sur les campus, Geary dit à *The Electronic Intifada* que les militants des campagnes de désinvestissement ont été soumis à une « *censure vigilante* » du militantisme en faveur de la Palestine, des tracts et du matériel ont été déchirés ou détruits.

Certains étudiants alignés sur Israël, dit-elle, ont également créé des comptes Twitter « *qui twittent des déclarations antisémites et de fausses informations concernant le désinvestissement – ils ont clairement l'intention à la fois de se moquer du militantisme qui est le nôtre et de semer la confusion chez nos sympathisants possibles. Ils twittent avec notre hashtag [#NUDivest].* »

Un groupe Facebook a également été mis en place par des partisans d'Israël sur le campus, qui promeut une « Coalition pour la Paix » qui est, affirme Geary, « *stratégiquement trompeuse* » et qui tente de coopter le mot Paix pour détourner les étudiants loin des buts du désinvestissement. « *Ils disent spécifiquement que le groupe militant pour le désinvestissement de l'université Northwestern est en train de se diviser, que le désinvestissement crée la discorde sur le campus. Bien sûr, nous avons vu cette rhétorique utilisée contre presque toutes les campagnes de désinvestissement sur les campus des États-Unis.* »

Une exigence de transparence

Les étudiants de Northwestern exigent la transparence par

l'administration de l'université sur les milliards de dollars qu'elle détient dans ses actifs ; qui incluent probablement des investissements dans au moins six entreprises multinationales états-uniennes qui sont en contrat avec l'armée israélienne.

Geary indique que les militants étudiants se sont focalisés sur l'information de la communauté des campus sur l'importance de la solidarité avec la Palestine. « (Nous devons) *faire en sorte que chacune des organisations estudiantines soit parfaitement informée sur cette question, et que l'organisation se préoccupe de savoir où va l'argent de leur formation et qu'elle s'engage à essayer de faire pression sur leur université* ». Le texte de la résolution est sur NorthwesternDivest.com.

Écoutez l'entretien sur fichier sonore balado, via le lecteur multimédia ci-dessous

Une vague de désinvestissements

En attendant, une vague de campagnes de désinvestissement a commencé de déferler à travers le pays. En Californie, des étudiants de l'université d'État de San Diego ont planifié un forum public pour la semaine prochaine sur le désinvestissement, pendant que des étudiants de l'université Stanford affirment avoir rassemblé plus d'un millier de signatures d'étudiants soutenant leur campagne de désinvestissement.

À Chicago, les Étudiants pour la Justice en Palestine, à l'université DePaul, disent avoir récemment entamé la « *deuxième phase* » de leur campagne de désinvestissement – une résolution pour le désinvestissement a déjà été votée par le gouvernement étudiant le printemps dernier – demandant que l'université respecte le vote et se désinvestisse des douze entreprises qui profitent des violations des droits de l'homme en Palestine.

Des groupes alliés sur le campus de DePaul, dont MEChA et le Front féministe, ont réalisé des vidéos encourageant les étudiants à soutenir les efforts en faveur du désinvestissement.

Et des militants étudiants de l'université d'État de l'Ohio ont officiellement lancé leur propre initiative pour le désinvestissement. Après avoir recueilli des signatures d'étudiants de premier et deuxième cycle, déclarent-ils dans un communiqué de presse, les militants de l'État de l'Ohio projettent de faire voter « *directement sur la question* » plus tard au cours de ce semestre.

<http://electronicintifada.net/blogs/nora-barrows-friedman/uc-davis-passes-divestment-resolution-five-other-campaigns-launched>

Traduction : JPP pour l'AURDIP / BDSFrance

Photo : Des étudiants célèbrent la victoire après l'adoption massive, jeudi soir, par leur gouvernement de l'université californienne de Davis, d'une résolution de désinvestissement. (Twitter)

L'année où BDS est devenu la préoccupation n°1 des Juifs américains

Alors que les efforts de BDS ont commencé il y a plus de dix ans, et qu'ils n'ont pas atteint le niveau d'impact obtenu par le même travail en Europe, les partisans du BDS se prévalent

d'une progression.

Cette année universitaire, « *nous sommes confrontés à la plus organisée des campagnes de diabolisation d'Israël et d'agressions contre les étudiants pro-Israël jamais vue* », écrit le directeur général de Hillel, Eric Fingerhut, dans une lettre du 22 décembre aux membres du conseil de Hillel International. « *Nous étions préparés,* » écrit-il, citant le travail de Hillel auprès de 250 professionnels de campus, en communication et autres formations, et les projets d'en faire venir de nombreux en Israël en janvier.

La sphère universitaire est une question majeure, avec les résolutions BDS portées devant les gouvernements d'étudiants et les syndicats d'étudiants diplômés, aussi bien que devant les associations universitaires et les professeurs de facultés. La prochaine tentative est attendue à la conférence annuelle de l'Association historique américaine (AHA), un groupe de 14 000 membres qui se réunit début janvier à New York City.

BDS est devenu un sujet central pour la communauté juive américaine organisée, laquelle le considère comme une menace à long terme. Cette année, de nouvelles coalitions se sont formées et les initiatives pour les combattre se sont intensifiées en ripostant aux orateurs et événements anti-Israël sur les campus de facultés, avec d'autres pro-Israël. Un nouveau livre de près de trois dizaines d'essais, « *Ce que l'on reproche aux boycotts universitaires d'Israël* », édité par Cary Nelson et Gabriel Noah Brahm, vient juste de paraître.

Suscitée en partie par la guerre de Gaza de l'été dernier, « *nous avons, certes, assisté à une recrudescence de l'activité anti-Israël en début de semestre mais simultanément avec une montée spectaculaire de l'activisme pro-Israël. Le mouvement n'a jamais été aussi vaste, il n'a jamais été aussi fort,* » dit Jacob Baime, directeur exécutif de la Coalition

Israël sur les campus. *« Nous observons au moins quatre ou cinq initiatives pro-Israël pour chaque initiative anti-Israël. L'activisme pro-Israël l'emporte de loin sur l'activisme anti-Israël dans l'ensemble. Il se présente une foule d'intervenants pro-Israël pour chaque intervenant anti-Israël »* sur un campus, dit-il.

On a vu l'une des rares résolutions BDS à obtenir l'approbation dans un système de collèges à l'université de Californie, dont les membres du syndicat d'étudiants diplômés ont approuvé le 10 décembre une résolution appelant le système de l'UC et le syndicat international unifié des travailleurs de l'automobile *« à désinvestir les sociétés impliquées dans l'occupation et l'apartheid israéliens »*. Le syndicat a 13 000 adhérents qui travaillent comme aide-enseignants et assistants dans neuf campus de l'UC.

Un peu plus de la moitié des 2100 adhérents du syndicat qui ont voté se sont engagés personnellement à ne participer à aucune recherche, conférence, événement ou programme d'échange qui serait parrainé par des universités israéliennes.

Une autre résolution BDS a été votée à l'université catholique DePaul de Chicago, où le désinvestissement l'a emporté de justesse lors d'un référendum d'étudiants en mai.

Une mesure similaire a été par contre rejetée par le syndicat des étudiants diplômés de l'université de la ville de New York.

Les opposants au BDS disent qu'aux États-Unis, *« la campagne BDS a été un échec complet. Ils n'ont pas vraiment réussi à convaincre quiconque, sauf une poignée d'étudiants et quelques professeurs, et cela en aucune manière ne contribuera à la paix ou à améliorer le sort des Palestiniens, »* a dit Mitchell Bard, directeur exécutif de l'entreprise coopérative israélo-américaine, un groupe qui fait venir des universitaires israéliens sur les campus américains.

« S'agissant des campus, le boycott a été un échec colossal, » dit-il. « Il y a environ 2000 collèges de quatre années aux États-Unis, et dans la dernière année universitaires, il y a eu 16 ou 17 résolutions de désinvestissements, et ils en ont perdu au moins 12. »

Andrew Kadi, un professionnel en technologie de l'information, d'origine palestinienne, à Washington DC, est coprésident de la Campagne US pour la fin de l'occupation israélienne. Dans un entretien, il a contesté la façon de voir de Bard. Si *« cela a été un échec complet, alors pourquoi investir autant d'argent pour essayer de s'y opposer ? Toutes les organisations juives explicitement sionistes dans le pays semblent s'investir très lourdement par millions afin de s'opposer au BDS, »* dit Kadi.

« Je ne vais pas m'avancer ici et essayer de dépeindre le boycott comme la plus grande victoire cette année. C'est un processus à long terme. Il a fallu dix à quinze années à ce genre de campagnes pour contribuer à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, à de telles campagnes pour avoir un impact au niveau politique. »

Kadi reconnaît que BDS est beaucoup plus influent en Europe. *« Aux USA, dit-il, nous avons encore un long chemin à parcourir. »*

La mort par le morcellement

Les organisations juives américaines réajustent leur stratégie afin d'aboutir à des changements à long terme, s'orientant vers le développement de relations avec des partenaires potentiels plutôt que de rester réactives à chaque nouvelle initiative BDS.

« Tous les dirigeants de notre communauté croient qu'il nous faut étendre nos efforts. Nous croyons tous que ce n'est pas seulement une question juive, c'est une question américaine, »

dit Baime. « *Nous voyons des étudiants pro-Israël actifs en politique devenir de nouveaux alliés, au-delà des cercles pro-Israël traditionnels.* »

Le Projet David, par exemple, développe un programme pour qu'avec cette trêve hivernale, un étudiant pro-Israël et deux ou trois dirigeants non juifs de campus soit invités à un voyage en Israël. Cette année, il fait participer 32 campus. L'année prochaine, dit Philip Brodsky, directeur exécutif du groupe, ils prévoient d'en faire participer 40.

« *La communauté a évolué en comprenant que chaque lutte ne doit pas se porter au niveau nucléaire,* » dit Bard. « *Différents outils sont nécessaires.* »

« *Il y a des raisons de s'inquiéter à propos de la désaffection croissante à l'égard d'Israël, préoccupation car, même si aujourd'hui nous avons des soutiens, dans dix ans nous aurons un gros problème,* » dit Geri Palast, directeur du Réseau Action Israël. Son réseau, qui soutient le travail pro-Israël à Hillels, à JCRC (Conseil des relations communautaires juives) et dans des groupes non juifs comme des Églises et des organisations noires et latinos, est un partenariat entre des Fédérations juives d'Amérique du Nord et le Centre juif pour les affaires publiques, et qui a un budget annuel de 1,5 million de dollars.

Dans une décennie, « *aurez-vous une communauté évolutive en Amérique qui ne soit plus aussi favorable à Israël comme elle l'est aujourd'hui du fait d'avoir grandi dans cet environnement ? C'est à cela que vous devez penser – pas à la résolution elle-même.* »

« *C'est la mort par des milliers de morcellements,* » dit Bard. « *Les gens semblent sentir que nous devons la vaincre partout afin qu'ils ne perdent pas pied ou l'assurance dont ils besoin pour réussir* ».

Ethan Felson, vice-président de la JCPA, la branche relations

communautaires de la communauté juive organisée, dit qu'il devrait y avoir un intérêt positif pour les efforts anti-BDS. *« Nous essayons de développer un mouvement en soutien d'une paix incarnée dans deux États pour deux peuples, sans se battre contre des croque-mitaines, »* dit-il.

Felson traque les efforts BDS parmi les Églises chrétiennes et dit anticiper les résolutions de désinvestissement, telle que celle votée en juin par l'Église presbytérienne (USA), qui devraient être proposées dans à peu près toutes les grandes confessions protestantes dans l'année qui vient.

Un accès au monde universitaire

Les partisans de BDS disent que leurs efforts cette année ont abouti à des succès.

« Les initiatives de BDS ont été extrêmement efficaces, » dit Sydney Levy, directeur du plaidoyer d'Une Voix juive pour la Paix (JVP), qui se présente elle-même comme partie prenante du mouvement BDS. La décision de Durham, en Caroline du Nord, de renoncer à un contrat d'un million de dollars avec G4S, une entreprise multinationale de sécurité, pour le travail de cette entreprise dans les prisons et sur les checkpoints sécuritaires israéliens est un exemple de leur réussite, dit Levy.

Un autre en est la décision de SodaStream de déplacer son usine d'une zone industrielle de Cisjordanie vers une ville du sud d'Israël. Le fabricant des appareils produisant de l'eau de Seltz à domicile a dit en novembre qu'il la déplaçait pour des raisons purement commerciales. Mais, a déclaré Levy à *Ha'aretz*, le fait *« qu'elle se retire d'une colonie montre le succès de la campagne BDS »*.

Au-delà, peut-être, de cet exemple, la lutte de BDS n'a pas d'influence sur la politique israélienne, dit Felson de la JCPA. *« Même si les Israéliens connaissent le mouvement BDS,*

ce n'est pas un élément moteur. Les dirigeants israéliens prennent leurs décisions et les électeurs israéliens prennent leurs décisions sur la base de facteurs autrement plus tangibles, comme la sécurité, leurs intérêts économiques et leurs préoccupations politiques. Ils sont pas sensibilisés sur l'isolement international. Ils sont habitués aux Nations-Unies et à l'Union européenne et à ceux, ici et là, qui prétendent qu'ils devraient disparaître. »

BDS n'a pas plus d'impact sur l'opinion des Américains à propos d'Israël, dans l'ensemble. Dans des groupes de discussion avec des Américains non juifs influents « nul ne sait ce qu'est BDS » dit une source, qui veut rester anonyme. « Il consomme beaucoup de notre énergie mais il n'a pas beaucoup de portée. Nous pensons que le monde entier est BDS. Cela ne va pas jusque-là. »

Une arène dans laquelle les défenseurs de BDS ont notamment réussi cette année, c'est le monde universitaire, où être pro-boycott et pro-désinvestissement est devenu presque une unité de valeur pour la bonne foi progressiste.

« Nos contacts sur les campus sont très alarmés par la façon dont la question palestinienne est présentée, comme une sorte de porte d'entrée pour les gens qui veulent se voir comme des défenseurs des opprimés, » dit Gideon Aronoff, directeur général d'Ameinu, une organisation sioniste libérale qui a démarré Le Troisième Récit (TTN) en 2013. Cette année, le TTN a lancé un forum pour les universitaires qui s'opposent tant à l'occupation qu'au boycott des universités israéliennes.

« Sa capacité à devenir une sorte de bonimenteur pour être bien à gauche est très inquiétante. Quand il survient ce genre de question se voulant idéologique, il devient difficile de la contrer avec des arguments factuels. Cette transition s'est produite cette année, » dit Aronoff.

La prochaine bataille ?

Lors d'une conférence le mois prochain de l'Association historique américaine (AHA), de 14 000 membres, il y aura une table ronde avec des historiens « *critiques de la politique israélienne* », dit l'un des organisateurs, Van Gosse, et deux résolutions condamnant Israël seront proposés à la réunion.

Les Historiens contre la guerre (HAW), un groupe s'est créé en 2003 pour s'opposer à l'occupation américaine de l'Iraq, tentent de mettre l'occupation israélienne sur l'agenda de l'AHA.

Leurs résolutions réprimandent Israël pour « *les actes de violence et d'intimidation de l'État d'Israël contre les chercheurs palestiniens et leurs collections d'archives, des actes qui peuvent détruire le sens de l'identité historique des Palestiniens aussi bien que l'histoire elle-même* », pour « *le refus d'Israël d'autoriser les étudiants de Gaza de voyager pour poursuivre un enseignement supérieur à l'étranger, et même dans les universités de Cisjordanie* », et « *pour sa politique du refus de laisser entrer des ressortissants étrangers qui cherchent à promouvoir le développement éducatif dans les territoires palestiniens occupés.* »

« *Si vous bougez un grand organisme comme l'AHA, qui possède une vraie réputation, cela change les consciences et les opinions,* » dit Gosse, maître de conférence en histoire à la faculté Franklin et Marshall en Pennsylvanie, et membre de l'HAW et de l'AHA. « *Si nous stimulons le débat sur ces questions, c'est parce nous cherchons cela,* » dit Gosse, qui a donné lui-même de l'argent à JVP.

L'AHA n'a pas abordé les questions internationales durant ses quatre années comme directeur exécutif de l'AHA, dit Jim Grossman, mais auparavant elle a pris position pour la liberté des universitaires en Russie. Grossman a refusé de dire s'il

est juif ou pro-Israël, en disant, « mes opinions sur cela sont sans intérêt. S'il y a des historiens dont les droits en tant qu'universitaires, notamment la liberté universitaire, sont entravés, alors nous parlerons en leur nom. »

L'AHA s'est jointe à plusieurs autres associations universitaires qui ont mis des résolutions anti-Israël à leur registre l'année passée, mais l'AHA est la plus importante, de loin. L'Association d'études du Moyen-Orient (MESA) a adopté une politique le mois dernier permettant à ses 2700 membres de boycotter Israël. L'Association d'études américaines (ASA), avec 5000 membres, a voté une résolution pour boycotter les universités et institutions israéliennes, en décembre 2013, mais les universitaires israéliens ont été autorisés à participer à sa conférence cette année.

L'Association américaine d'anthropologie (AAA) a rejeté une mesure anti-boycott à sa conférence annuelle le mois dernier, au lieu de nommer un groupe de travail pour soumettre ses recommandations à sa conférence de 2015. L'Association du langage moderne (MLA), avec près de 24 000 membres, a rejeté une motion pour le boycott d'Israël à sa conférence en juin.

Selon certains historiens pro-Israël, membres de l'AHA, ils travaillent en coulisse pour essayer de saborder les tentatives de boycott à l'Association historique américaine (AHA).

« L'idée que l'AHA aurait un quelconque impact sur la politique d'Israël pour la Cisjordanie, ou pour pousser les parties à la négociation est ridicule, » dit David Greenberg à Ha'aretz. Greenberg est maître de conférence en histoire, journalisme et communication à l'université Rutgers du New Jersey. « Il y a une campagne mondiale de délégitimation d'Israël. Chaque petit élément fait une différence. En soi, ce n'est important mais dans la mesure où il contribue à l'idée qu'Israël devrait être un État paria, c'est une mauvaise chose. C'est mauvais pour l'AHA, les membres juifs sont

écartés et il se crée des divisions ».

Les points de vue des jeunes universitaires sur BDS peuvent être une menace pour leurs perspectives de carrière, dit-il.

« Les gens qui soutiennent ne serait-ce que modérément Israël sont dans une sorte de position délicate dans le monde universitaire. Si vous êtes étudiant diplômé ou professeur non titulaire, vous affrontez vraiment un fort climat anti-Israël dans de nombreux départements et votre avenir pourrait être en jeu, » dit Greenberg. *« Ce n'est pas un secret qu'il n'y a presque aucun conservateur dans la profession d'historien. Le soutien à Israël est devenu synonyme de position conservatrice. Quiconque à voir avec un soutien à Israël est confronté à une inquiétude légitime d'avoir à en souffrir ».*

« Vous devriez pouvoir dire, 'je suis sioniste' et quand même obtenir votre titularisation et que les gens ne s'en soucient pas. Cela ne devrait pas affecter les jugements sur votre bourse d'études. Pourtant, c'est le cas. »

<http://www.aurdip.fr/the-year-bds-became-the-number-one.html>

<http://www.haaretz.com/jewish-world/jewish-world-features/.premium-1.633972>

Traduction : JPP pour l'AURDIP

**La répression échoue à
stopper la campagne BDS**

croissante sur les campus nord américains !

Le soutien historique apporté en décembre 2013 au boycott universitaire des institutions israéliennes de la part de l'Association des Études Américaines, qui suivait de quelques mois celui de l'Association des Études Asiatiques Américaines, a réussi à briser le mur maccarthiste de peur et d'intimidation que les sionistes ont créé au sein du monde universitaire aux États Unis.

Un certain nombre d'associations universitaires de renom ont emboîté le pas et ont pris des résolutions en appui au mouvement d'ensemble BDS conduit par les Palestiniens. On compte parmi eux l'Association des Études Indigènes et Natives Américaines, l'Association des Études Ethniques Critiques, l'Association de Littérature Africaine, l'Association des Études de Paix et de Justice et, plus récemment, l'Association Nationale des Études sur les Femmes. L'Association des Études Moyen Orientales a massivement voté pour légitimer le soutien au BDS.

En même temps, de nombreuses organisations étudiantes des campus étatsuniens et canadiens ont voté différentes résolutions ; au cours des deux dernières années, six résolutions de ce type ont été votées rien que dans l'ensemble universitaire de Californie.

Tandis que le mouvement BDS s'étend rapidement au cœur de l'empire US, le soutien-clef d'Israël, le gouvernement israélien et les organisations sionistes intensifient leurs efforts de répression de BDS sur les campus pour museler les voix qui s'élèvent de plus en plus et qui appellent à ce que cesse le régime d'occupation d'Israël, le colonialisme des colons et l'apartheid.

En février 2014, le gouvernement israélien a tenu une réunion secrète pour l'adoption d'une nouvelle stratégie visant à combattre le mouvement BDS dans le monde, admettant ainsi indirectement la faillite de sa stratégie antérieure basée sur de la propagande. Le ministère des Affaires Stratégiques, désormais en charge du combat contre BDS, a requis 100 millions de shekels pour mener une campagne agressive contre le mouvement ; les fonds ont été réservés pour « du matériel de RP (relations publiques), des campagnes énergiques juridiques et médiatiques contre des organisations pro-boycott »[\[1\]](#). Le ministère des Affaires Stratégiques a déjà fourni à la branche de renseignements de l'armée israélienne un budget de plusieurs millions de shekels dans le but de renforcer la surveillance militaire de telles organisations[\[2\]](#).

Les répercussions des tentatives désespérées d'Israël pour supprimer BDS, notamment après l'échec de sa campagne « Marque Israël », qui a déversé des centaines de millions de dollars en propagande destinée au blanchiment de l'oppression du peuple palestinien, se font maintenant sentir sur les campus au Royaume Uni, en Europe et en Amérique du Nord[\[3\]](#). C'est particulièrement sensible depuis l'assaut brutal d'Israël sur Gaza l'été dernier, qui a mis à nu la brutalité de ce régime aux yeux du monde et l'a laissé plus vulnérable et moins défendable.

Des organisations sionistes, émanant souvent d'universités occidentales, essaient maintenant de réprimer les étudiants qui s'organisent, passant au seul moyen qui leur reste – la coercition pure et simple et l'interdiction de la liberté de parole. Mais cette tactique s'est déjà retournée contre eux, aliénant les libéraux et donnant un élan imprévu à BDS.

Aux États Unis, des groupes anti-palestiniens ont commencé à « menacer régulièrement des administrations universitaires de procédures juridiques et à encourager la répression contre les groupes du SPJ (Étudiants pour la Justice en Palestine) »[\[4\]](#).

Les soutiens d'Israël au Royaume Uni emploient la même tactique[5]. Israël et ses lobbyistes tentent de criminaliser le soutien à BDS sur les campus en vue de fermer de force les espaces légitimement dévolus à l'activité militante d'étudiants et à l'expression universitaire de critiques du régime israélien ou même de sa politique. Israël est bien en train de promouvoir un « nouveau McCarthyisme » glaçant qui exige une loyauté inconditionnelle et qui punit sévèrement la dissidence[6].

L'exemple le plus éclatant de cette escalade de la répression est le cas du Professeur palestinien-américain Steven Salaita. Après qu'on lui ait offert un poste permanent à l'Université d'Illinois à Urbana Champagne, Salaita a été visé pour avoir dénoncé sur les réseaux sociaux le dernier massacre d'Israël à Gaza. Le résultat d'une pression sioniste sur l'université a fait que la nomination au poste prévu du professeur Salaita a été annulée. Des milliers d'enseignants aux USA se sont manifestés en soutien au cas de Salaita et ont dénoncé la décision politique de l'université comme atteinte à la liberté de parole.

Le ciblage de ceux qui critiquent Israël ne s'arrête pas à la question de la Palestine ; il a des implications plus larges envers tous ceux qui s'organisent pour la justice sociale en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Le cas de Steven Salaita illustre clairement le danger que les administrations universitaires ne deviennent des agents qui facilitent le contrôle de l'expression légitime de soutien aux luttes de Ferguson à Gaza et à bien d'autres. Il met aussi l'accent sur la façon dont la militance pour la Palestine et pour BDS devient la ligne de front pour la défense de la liberté d'expression et pour la dissidence sur des campus qui sont de plus en plus sous l'influence des grandes entreprises en Amérique du Nord.

Lors du lancement récent d'une campagne de désinvestissement à l'université de Toronto, des organisateurs du BDS ont été

l'objet d'attaques racistes et sexistes par la fanatique Ligue de défense Juive. Au lieu de protéger les étudiants et de soutenir leur droit à la liberté de parole, l'administration de l'université a capitulé devant la contrainte et a annulé l'événement BDS, au lieu de faire sortir du campus un groupe accusé d'un discours de haine[7]. Et pourtant, les campagnes BDS se répandent au Canada.

Le vent a tourné et BDS a bâti un mouvement pour les droits humains à large base internationale, qui se tient fermement aux côtés de la lutte des Palestiniens pour mettre fin aux violations par Israël du droit international, de la justice et de l'égalité. Ce mouvement ne saurait être facilement arrêté. La décision de désinvestissement prise par l'organisation étudiante de UCLA le 20 novembre, le montre à l'évidence. C'est par une victoire écrasante qu'une large coalition d'organisations étudiantes a voté une résolution de désinvestissement, malgré une campagne agressive lancée par l'organisation sioniste Hillel, dont le budget annuel 2012 était de 1,8 millions de dollars, et qui a été jusqu'à louer les services d'une agence de relations publiques pour combattre BDS sur le campus[8]. Les étudiants ont réussi à vaincre ces forces de répression et d'intimidation en s'organisant collectivement.

Les gens de conscience dans le monde se font entendre et se tiennent du bon côté de l'histoire. Leurs voix « annoncent la fin de l'apartheid israélien. Le temps passe » [9]

15-12-2014

Traduction SF pour l'AURDIP

[1]

<http://www.bdsmovement.net/2014/lawyers-mossad-fight-bds-11750>

[2] Ibid

[3] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1182>

[4]

<http://electronicintifada.net/blogs/nora-barrows-friedman/costly-pro-israel-pr-campaign-fails-stop-ucla-divestment>

[5]<http://electronicintifada.net/blogs/hilary-aked/documents-reveal-pro-israel-lawfare-attack-university-college-london>

[6] <http://pacbi.org/etemplate.php?id=2596>

[7] <http://www.utgsu.ca/2014/11/04/press-release-divest-event/>

[8] <http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=2621>

[9]

<http://www.middleeasteye.net/columns/gaza-and-global-rage-14376521>

Omar Barghouti devant une salle comble à Columbia : Israël n'a pas de réponse au BDS

Philippe Weiss, 6 décembre 2014

L'apparition d'Omar Barghouti à l'université Columbia mardi soir a été ressentie comme un jalon dans le mouvement palestinien de solidarité aux USA. Une grande salle de la fac de droit était bondée et l'ambiance était festive. Des sommités de la communauté participaient, parmi elles Lila Abu-

Lughod, Rula Jebreal, Rashid Khalidi, Rebecca Vilkomerson, Nadia Abu El-Haj, Dorothy Zellner et Lia Tarachansky. Le discours de Barghouti a été extrêmement optimiste. Il a dit que le mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions remportait des victoires bien plus vite que les organisateurs n'avaient imaginé quand ils ont commencé il y a neuf ans, plus vite que le mouvement sud-africain n'avait progressé. Et le mouvement BDS reçoit le soutien « secret » de l'administration Nétanyahou, qui fait tout son possible pour faire la preuve qu'une démocratie juive est un sophisme.

Le suspense de l'attente que les soutiens d'Israël s'expriment fit long feu, on n'eut pas le genre de show habituel en de telles occasions. La professeure de droit Katherine Franke avait invité la foule à ne pas se comporter civilement dans la discussion sur une des questions morales les plus contestées de notre époque, et à la fin, un homme à l'arrière dit qu'il avait une question courte.

« Croyez-vous que le peuple juif a un droit à l'autodétermination ? » Et si oui, « Où devrait-il être ? ».

Barghouti répondit que ce n'était pas à lui, comme Palestinien, de décider si les communautés juives constituent une nation, ni où elles devraient avoir un Etat. Quoiqu'il fit remarquer qu'il n'y a pas de consensus mondialement parmi les juifs sur s'ils forment ou non un peuple, c'est un débat récent, et en fait jusqu'en 1945 la majorité des juifs ne soutenaient pas une souveraineté juive. Puis il dit fermement :

« Une chose que je sais : pas à mes dépens. S'ils sont une nation et ont un droit à l'autodétermination, pas à mes dépens. Ceci ne leur donne pas le droit de nous expulser ni de prendre notre terre. »

L'audience éclata en applaudissements, la première fois en

deux heures qu'un orateur était interrompu par des applaudissements. Barghouti en vint rapidement aux autres questions. L'interrogateur sortit de la salle.

Ceci résume l'esprit de cet événement. Son titre était, « Le moment sud-africain de la Palestine ? ». Barghouti dit qu'enfin la Palestine semblait s'approcher de ce moment. L'orateur Mahmood Mamdani dit qu'il n'en est rien. Je traiterai de l'analyse de Mamdani dans quelques jours. Mais en attendant, voici un résumé des remarques de Barghouti.

Barghouti commença en citant la déclaration de Zeev Jabotinsky de 1923 disant que parce que les Palestiniens n'accepteront jamais la saisie sioniste de leurs terres, les Sionistes doivent construire un « mur de fer » et convaincre les Palestiniens qu'il est impossible de résister à la colonisation. Barghouti dit que dans la vue géopolitique de l'époque, il était réaliste pour les sionistes de conclure que les Palestiniens abandonneraient la lutte, et si Jabotinsky pouvait voir le Président Mahmoud Abbas aujourd'hui, il « ferait la fête dans sa tombe : 'Voyez, je vous l'avais dit, ils ont laisser tomber' ».

Mais l'histoire récente montre que les Palestiniens n'ont pas abandonné, et en réalité ils inspirent la sympathie et l'attention du monde.

« Les dernières discussions en Israël sur la loi de l'État-nation juive a mis sur l'avant-scène la possible divulgation de tout le projet sioniste. Et ce ne sont pas mes paroles, ce sont les paroles de certains leaders très importants en Israël, qui le disent. Ce qui se passe, c'est que le caractère d'oxymore d'une identité « juive et démocratique » de l'État d'Israël se révèle.

Je peux comprendre la frustration de l'extrême droite en Israël. « Pourquoi le monde entier, même les USA, est contre nous sur cette nouvelle loi ? Pourquoi sont-ils aussi furieux

? Nous n'avons jamais cessé de le faire, nous ne faisons que formaliser ».

Depuis sa mise en place en 1948, Israël a discriminé en permanence par la loi les Palestiniens du pays. Autrement qu'en les nettoyant ethniquement, bien sûr. Alors pourquoi tout le monde est-il si mécontent quand ils essaient de codifier l'identité juive de l'État ? Certains disent que c'est aux dépens de l'identité démocratique. Quelle identité démocratique ? Quand vous avez 50 lois qui discriminent contre une minorité parmi vos citoyens, ce n'est pas de la démocratie...

Ce que font Nétanyahou et son gouvernement d'extrême droite, c'est de démonter cet oxymore. Il ne peut plus exister. Soyons vraiment honnêtes, oubliez la démocratie. Il s'agit d'une ethnocratie... C'est un État juif suprématiste. Alors – pas de faux semblant de démocratie. Et il s'agit d'un développement très important parce qu'il révèle la nature réelle d'Israël. Le masque de la soi-disant démocratie d'Israël a été jeté. »

Barghouti continua sur les tactiques et les succès du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions.

« Nous le voyons comme notre but, dans le cadre de ce que le mouvement BDS fait dans ce pays: détromper les Américains du mythe d'un empire bénéficiant à tous... Seulement quand la majorité des gens de ce pays réaliseront qu'Israël ne sert pas l'intérêt général des Américains, mais les intérêts d'1%. La grande majorité des Américains ne peuvent nullement bénéficier de ce qu'Israël fait au peuple palestinien.

Shabtai Shavit, un ancien chef du Mossad [a écrit dans Haaretz il y a une quinzaine](#) de jours que pour la première fois de sa vie, il s'inquiétait réellement de l'avenir du projet sioniste. Shabtai Shavit n'est pas un gauchiste. Ce n'est pas votre Che Guevara typique mais un sioniste endurci honnête et

bon teint. Il s'inquiète vraiment, vraiment... Il dit : l'Europe se ferme devant nous, les marchés européens, même les USA, notre meilleur ami, la relation ne peut pas être pire, c'est un abîme sans précédent. Et le troisième point qu'il mentionne comme indicateur de son désespoir, c'est que les campus universitaires occidentaux, comme le vôtre, sont les incubateurs des futurs dirigeants de leur pays. Il dit : nous perdons la bataille du soutien pour Israël dans le monde universitaire. De plus en plus d'étudiants juifs se détournent d'Israël. Le mouvement BDS mondial a grandi et pas mal de juifs en sont membres.

C'est une des rares fois où un leader israélien mentionne la dimension juive du mouvement BDS. Elle est complètement ignorée. »

Barghouti a dit que quand il [a écrit un éditorial pour le New York Times](#) en janvier, « Pourquoi Israël craint le boycott », il a dû insister pour inclure le fait que BDS a un soutien juif petit mais fort. Ce fut un « point extrêmement difficile que j'ai eu à négocier avec le New York Times ».

Lors de ses venues aux États-Unis, on lui demande systématiquement d'en rabattre sur le troisième pilier de l'appel BDS, honorer le droit au retour des réfugiés palestiniens. En vérité, c'est le droit le plus significatif du peuple palestinien. Le pourcentage de Palestiniens réfugiés, en incluant ceux déplacés à l'intérieur d'Israël, avoisine 69 %. « C'est pourquoi, absolument, le droit au retour est le droit le plus significatif de l'appel BDS ».

Ensuite, Barghouti est allé décrire le grand succès du mouvement, et pourquoi il croit qu'Israël s'approche de son moment sud-africain.

L'appel BDS a été modelé sur l'appel sud-africain de boycott et de désinvestissement, mais on ne fait pas du copier-coller. Il y a des différences importantes. « Sur plusieurs aspects,

Israël est un système pire que l'apartheid sud-africain ». Israël a commis un nettoyage ethnique et des massacres qui sont pires que les épisodes sud-africains, comme lui ont dit ses partenaires.

« « Nous n'avons jamais vu de bombes de F16 sur nos Bantoustans. Nous n'avons jamais vu de plaques d'immatriculation différentes sur les voitures ». Et ainsi de suite. »

Israël un système plus sophistiqué et évolué d'oppression que l'Afrique du Sud. Et le mouvement BDS s'est développé plus vite qu'en Afrique du Sud.

« Depuis que le mouvement BDS a été lancé, nous avons réalisé bien plus en neuf ans que ce que nous avons pensé possible à l'origine. En vérité, le mouvement est parti bien, bien plus rapidement qu'en Afrique du Sud. Il y a de nombreuses raisons à cela. Israël est au centre de l'univers ; les Israéliens tendent à y croire – mais d'une certaine façon, ils y sont, à cause du pouvoir des USA, de l'holocauste, de nombreux facteurs. Internet. »

Les communiqués du mouvement antiapartheid sud-africain à ses supporters dans l'université de Columbia venaient par quelques fax clandestins dans le sous-sol de quelqu'un, dit Barghouti. Maintenant, les médias sociaux et les e-mails rendent ces communications vastes et instantanées.

En 2013, Israël a classé officiellement BDS comme « menace stratégique », quand il a transféré la lutte contre le mouvement du ministère des affaires étrangères, un ministère de propagande, au ministère des affaires stratégiques.

« Pourquoi Israël, une puissance nucléaire toujours très puissante économiquement, serait-elle effrayée de cette nuisance non violente comme ils nous ont qualifié au début ?

Eh bien, j'aurais très peur à leur place. Je peux être un peu plus malin qu'eux sur le moyen de la combattre. Mais je ne vais pas leur dire. [Rires]. Je pense que leur Q.I. est en baisse. Je ne sais pas ce qui arrive au sionisme. Mais quand je venais étudier ici, les sionistes étaient très malins... Soit les personnes malignes ont abandonné le sionisme soit le Q.I. moyen des sionistes a baissé, mais vraiment ils ne pensent pas de façon cohérente. Parce qu'ils ne sont pas parvenus à une seule tactique intelligente pour combattre BDS...depuis 2005. Je ne vais pas me rendre arrogant. Je veux dire, sérieusement, que nous ne sommes pas sérieusement défiés. Ça devient une porte ouverte. »

Pendant des années la bataille a porté sur l'image d'Israël. Israël a injecté des milliards pour requalifier le pays en démocratie libérale, en paradis pour les homosexuels, les scientifiques, les artistes et les entrepreneurs et pour exploiter abusivement le génocide des juifs pour renforcer son image, a dit Barghouti. Et pourtant il lutte en impopularité avec la Corée du Nord qui n'a rien dépensé en propagande.

« À nouveau le problème est – si on parle de QI, – vous faites un massacre à Gaza et ça [la campagne d'image] disparaît d'un seul coup. Ça ne marche pas. OK vous pouvez exporter vos ballerines et vos musiciens. Mais alors vous commettez un grand crime de guerre et ça s'évanouit. Les gens ne sont pas idiots. »

Barghouti décrivit une liste des triomphes du BDS lors des une ou deux dernières années, dont beaucoup dans les communautés universitaires et religieuses. Il y a un an, il n'aurait pas pu dire si le mouvement avait un impact économique sur Israël. Maintenant il peut. Il cita les désinvestissements bancaires en Europe et la vente par Bill Gates d'actions dans un entrepreneur pour les prisons israéliennes, G4S.

Il y eut une époque dit-il, où la phrase « Made in Afrique du

Sud » était « toxique, intouchable ». Il ajoute : « Nous n'en sommes pas là, mais nous nous en rapprochons ».

Israël a aidé cette tendance.

« Ils ne viennent pas avec des solutions rationnelles au BDS. Pas qu'il y ait une solution facile... Il n'y aura pas de solution jusqu'à ce que le système d'oppression qui a été révélé au monde... principalement grâce au mouvement BDS et au gouvernement d'apartheid [,finisse]. Nous devons en louer Nétanyahou. Sans lui nous ne serions pas parvenus aussi loin à présent. Cela pourrait avoir pris plus, bien plus de temps, mais grâce au gouvernement israélien, notre plus grand soutien clandestin dans le monde, nous avançons bien plus vite. »

Il ressort de plus en plus que le Moment sud-africain d'Israël arrive enfin, a-t-il dit.

Voir <http://mondoweiss.net/2014/12/netanyahu-barghouti-celebratory#sthash.uDF2Fwqe.dpuf> plus à :

Traduction : JBB-CCIPPP

La crainte israélienne du boycott est enracinée dans les victoires tactiques historiques sur le

colonialisme

Cette semaine, l'UAW 2865, qui représente treize mille travailleurs étudiants de neuf campus de l'Université de Californie, est devenu le premier syndicat aux États-Unis à rallié le mouvement sous direction palestinienne de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël.

Le choix du syndicat, le 4 décembre, tombe dans le sillage d'une période capitale d'organisation de BDS dans les campus des écoles et au sein d'organisations savantes – un processus marqué par une victoire spectaculaire de notre camp lorsque l'Association des études américaines s'est prononcée massivement pour les BDS en décembre 2013. Elle suivait en cela l'Association des études asiatiques et américaines qui, en avril 2013, était devenue la première association savante à adopter les BDS.

Et ce, malgré – et en réponse à – la violence déchaînée par Israël sur les vies des Palestiniens et leurs foyers au cours de cet été, lors de la campagne militaire génocidaire contre Gaza.

Une façon d'évaluer notre succès consisterait à mesurer le degré d'indignation des organisations sionistes, telle la Ligue anti-diffamation.

Cette ligue a établi une liste alphabétique de tous les campus universitaires qui, en 2014, ont envisagé ou choisi les BDS. Ce nombre, pour la seule année 2014, est impressionnant : quinze, dont cinq conseils estudiantins qui, en fait, ont adopté une motion BDS, généralement à une énorme majorité.

« *Plus déconcertante encore, peut-être* », estime la Ligue anti-diffamation, « *c'est l'ampleur à laquelle le soutien aux BDS s'est infiltré dans le domaine de l'érudition.* »

Suite au vote de l'Association des études américaines,

plusieurs organisations savantes – y compris l'Association des études sur la paix et la justice, l'Association des langues modernes et l'Association nationale des études féminines – ont également adopté ou envisagent de soumettre au vote les résolutions BDS.

Il se fait aussi que le 4 décembre – le jour où l'UAW 2865 votera à propos des BDS – marque le premier anniversaire de la victoire de l'Association des études américaines.

La tactique des dépossédés

Sans aucun doute, la veille du vote et son lendemain verront une escalade de la propagande sioniste contre les BDS. Il est donc important de faire deux remarques, lorsque nous nous organiserons en vue de l'avenir :

Primo, historiquement, le boycott est une tactique utilisée par les dépossédés contre les puissants.

Ce n'est pas une tactique nouvelle. Le boycott a des racines profondes dans la lutte anti-impérialiste, et ce, au niveau international.

Les Palestiniens figurent parmi bien d'autres combattants anti-impérialistes dont la riche et fière histoire de lutte mérite qu'on la rappelle aujourd'hui – pas simplement parce qu'elle devrait faire partie de notre mémoire historique collective, mais aussi parce que ces combattants l'ont emporté sur leurs oppresseurs.

Secundo, la tactique des BDS présente des difficultés particulières pour Israël et ses alliés, parce qu'il s'agit d'un mouvement international et qu'il n'est pas lié à des États nations particuliers ou à leurs dirigeants.

L'appel de 2005 aux BDS en provenance de la société civile palestinienne a constitué à la fois un signal important et un appel à la solidarité.

Ç'a été le signal que le peuple palestinien ne pouvait plus dépendre des élites dirigeantes arabes pour lui assurer une victoire légitime, en raison de leurs compromis avec le néolibéralisme et l'impérialisme américain.

Par conséquent, ç'a été un appel à la solidarité à ceux sur qui les Palestiniens pouvaient compter : tout un ensemble de citoyens internationaux qui pouvaient se tenir à leurs côtés, souvent contre le gouvernement même de leurs pays respectifs.

Mais ces caractéristiques des BDS méritent d'être examinées.

Isoler les impérialistes

Le boycott, en tant que tactique de résistance, tire son nom d'un certain capitaine Charles Boycott.

Boycott était un agent agraire de l'Irlande du dix-neuvième siècle ; il gérait les biens fonciers d'un important propriétaire terrien, Lord Erne, dans le comté de Mayo. Boycott était connu pour sa cruauté et sa brutalité remarquables envers les Irlandais qui travaillaient sur ses terres.

Mais tout ne se passa pas très bien pour le capitaine Boycott, dans cette histoire. Quand il tenta d'expulser ses métayers irlandais en 1880, les travailleurs, organisés par la Ligue irlandaise de la terre, soumirent Charles Boycott à un « boycott ».

Toute la communauté participa à la campagne en vue d'isoler les impérialistes. Les travailleurs arrêtaient le travail sur ses terres, des magasins refusèrent de le servir ; il ne trouva même plus personne pour faire ses lessives.

Finalement, Boycott quitta l'Irlande en 1880, mais pas avant de nous léguer le verbe « *boycotter* », en hommage aux centaines d'Irlandais ordinaires qui l'avaient chassé de leur terre.

La campagne suivante de boycott massif menée à bien fut le mouvement swadeshi, au Bengale, dans l'Inde alors occupée par les Britanniques. Lors d'une réunion à l'Hôtel de Ville bondé de Calcutta, le 7 août 1905, d'éminents nationalistes du Bengale lancèrent un appel au boycott de toutes les marchandises et institutions britanniques afin de protester contre la décision du vice-roi de l'époque, Lord Curzon, de procéder à la partition du Bengale et d'alimenter les tensions religieuses entre hindous et musulmans.

La décision des nationalistes bengalis de boycotter le pouvoir colonial était une fois de plus enracinée dans l'internationalisme. Son inspiration venait en partie du boycott chinois des marchandises américaines en protestation contre les lois racistes d'immigration – et cette tactique fut jugée valable par les nationalistes bengalis radicaux.

Le boycott de 1905 s'est épanoui en une campagne de résistance passive à grande échelle, marquée par des incinérations publiques de marchandises britanniques, par le boycott des écoles, collèges, tribunaux et lieux de travail britanniques et par l'exigence d'une indépendance totale vis-à-vis du pouvoir colonial.

Activistes et volontaires prirent la parole devant des rassemblements de masse, organisèrent des conférences dans des villages, composèrent de magnifiques chansons et poèmes sur la mère patrie, rédigèrent des pièces de théâtre de rue et instaurèrent même leurs propres cours d'arbitrage en tant qu'instances judiciaires parallèles aux tribunaux britanniques.

Lord Curzon, connu pour son racisme et son arrogance impériale, fut forcé de revenir sur la partition du Bengale et, finalement, de retourner en Angleterre.

L'année 1905 s'avéra une inspiration et un banc d'essai partiel pour le mouvement de Gandhi qui allait éclore dans les

années 1920 et suivantes. En fait, le boycott économique des marchandises britanniques se révéla bien plus intense au cours des campagnes des années 1921-22 et 1930 et il embarrassa beaucoup les principaux industriels de la Grande-Bretagne.

La marque de fabrique de la lutte pour la liberté

Le boycott des marchandises et institutions britanniques devint une marque de fabrique de la lutte indienne pour la liberté en général et, au niveau international, il inspira des tactiques similaires, entre autres, en Afrique du Sud.

Tout au long des années 1950, le Congrès national africain et ses alliés furent les fers de lance de plusieurs campagnes de boycott contre l'État d'apartheid. Un document de l'exécutif national de l'ANC, daté de 1958, affirmait que « *de nouvelles méthodes de lutte devaient émerger (...). Nous ne pouvons plus compter sur les formes anciennes.* »

Le mouvement acquit lentement le soutien international dans les années 1960, dut affronter des actes de violence brutale de la part de l'État sud-africain, comme le massacre de Sharpeville, ainsi qu'une opposition tenace des gouvernements américain et britannique dans les années 1980.

Margaret Thatcher, la Première ministre britannique, qualifia l'ANC d'« *organisation terroriste* ». Son porte-parole, Bernard Ingham, fit du bruit en déclarant que tous ceux qui croyaient que l'ANC formerait jamais un gouvernement en Afrique du Sud « *n'avaient en aucun cas les pieds sur terre* ».

Et, pourtant, Nelson Mandela sortit de 27 années d'emprisonnement pour apparaître sous le soleil sud-africain en février 1990 – ce qui constitua le début de la fin pour le pouvoir de la minorité blanche.

Le boycott avait bel et bien fonctionné.

Le boycott d'un régime colonial d'implantation a donc un fier passé anti-impérialiste et une longue histoire de succès.

Les révolutionnaires de l'ANC qualifièrent cette stratégie d'« *arme dévastatrice* » lors qu'elle était utilisée conjointement avec des « *organisations sympathiques à l'étranger* ». Et c'est effectivement le cas.

Au contraire des Sud-Africains et des Indiens, les Palestiniens de la Palestine historique n'ont pas le même pouvoir stratégique sur l'État d'Israël.

Si, en Afrique du Sud et en Inde, les peuples indigènes – les Sud-Africains noirs et les Indiens – cessaient tout travail pour et avec le régime colonial, celui-ci tomberait. Les colonisés surclassaient en nombre, et de loin, les colonisateurs.

Ce n'est pas le cas en Palestine.

Les Palestiniens vivant dans l'État d'Israël constituent aujourd'hui une population minoritaire, comparée à la population coloniale de l'implantation israélienne – et cela constitue d'autant plus une raison pour laquelle le droit au retour pour les réfugiés palestiniens devrait être une revendication absolument non-négociable. Pour l'ensemble de la Palestine historique, la population juive israélienne et la population palestinienne sont à peu près égales en nombre.

Cela signifie que, numériquement, les Palestiniens à l'intérieur de la Palestine ne peuvent exercer la même pression stratégique sur les colons que celle exercée par leurs homologues indiens ou sud-africains.

Mais le reste d'entre nous le pouvons.

Nous sommes nombreux

Le reste d'entre nous qui réclamons la justice en Palestine

pouvons honorer l'appel à la solidarité émanant de Palestine et faire une campagne en faveur du boycott, du désinvestissement et des sanctions contre l'État d'apartheid d'Israël.

À mon avis, il ne fait pas de doute que les Palestiniens ont fourni l'arête combattante dans les luttes de la fin du vingtième siècle. J'irais même jusqu'à dire que les Intifadas – les révoltes – en particulier et la résistance palestinienne en général ont fourni l'inspiration et la confiance en ce qui allait être appelé le Printemps arabe.

Mais ils ne peuvent gagner ce combat en restant dans l'isolement, et ceci n'est pas uniquement leur combat.

Primo, il y a le fait que les Palestiniens sont en majeure partie une population désarmée résistant à l'un des États les plus militarisés de la planète et qui se sert de forces mortelles contre tout le monde, y compris les enfants, en toute impunité.

Secundo, la plupart des armées israéliennes sont équipées en armes par des pays du Nord, globalement, avec les États-Unis en tête. Cela signifie que nous pouvons exercer des pressions sur nos propres gouvernements afin de mettre un terme au génocide en Palestine.

Nous pouvons bloquer les bateaux israéliens, nous pouvons adopter des résolutions BDS dans nos conseils estudiantins, dans nos syndicats et dans nos organisations professionnelles. Nous pouvons obliger des sociétés à fermer leurs usines en territoire palestinien illégalement occupé.

Tout cela, nous pouvons le faire parce que, numériquement, nous sommes nombreux. Et les gens qui soutiennent l'apartheid israélien peuvent être puissants, mais ils sont peu nombreux.

Si l'apartheid israélien tombe, ce ne sera pas une victoire uniquement pour la Palestine. Parce que ce sera un tel coup

massif contre l'impérialisme mondial qu'il en résultera pour nous comme un goût de libération.

C'est pourquoi il est important de nous rappeler la riche tradition, profondément internationaliste, du boycott lorsque nous nous apprêtons à introduire des résolutions BDS dans nos écoles, syndicats et organisations communautaires.

Précisément comme ce sera le cas pour l'UAW 2865 en ce 4 décembre.

Parce que les boycotts ont derrière eux un passé de victoire.

Tithi Bhattacharya est professeur en histoire de l'Asie du Sud à l'Université Purdue, elle milite depuis longtemps pour la justice en Palestine et elle est membre de l'équipe éditoriale de l'International Socialist Review.

Publié sur [The Electronic Intifada](#) le 2 décembre 2014.
Traduction pour ce site : JM Flémal.

Source: <http://www.pourlapalestine.be/>

Des artistes et des intellectuels dont Junot Diaz, Chuck D, et Boots Riley

appellent au Boycott et au Désinvestissement d'Israël



Des intellectuels américains de premier plan, des écrivains et artistes du hip hop ont récemment ajouté leurs voix au soutien à l'appel de la société civile palestinienne pour un boycott académique et culturel d'Israël en protestation contre les atteintes systématiques d'Israël aux droits fondamentaux des Palestiniens et contre ses violations des lois internationales.

Cette semaine, Junot Diaz, l'auteur aux meilleures ventes du New York Times, qui a reçu le prix Pulitzer pour son roman *La Brève et étonnante vie d'Oscar Wao* et qui a gagné le prestigieux « Prix du Génie » MacArthur, a rejoint la Campagne Américaine pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (USACBI).

Dans une déclaration à l'USACBI, Diaz a dit, « S'il existe un arc moral dans l'univers, la Palestine pourra alors enfin être libre. Mais ce jour promis n'arrivera jamais si nous qui, dans ce monde, sommes épris de justice, ne nous battons pas pour mettre fin au fléau de l'occupation israélienne. Nos dirigeants politiques, religieux et économiques ont toujours eu une terrifiante tendance à conduire notre monde dans des conflits, sauf quand nous, tout seuls avec presque rien d'autre que notre courage et notre solidarité et notre invincible espoir, arrivons à conduire notre monde à la

paix. » Diaz devient maintenant l'un des écrivains américains les plus visibles et les plus médaillés à soutenir le boycott académique et culturel d'Israël.

La superstar du hip hop Chuck D, du groupe pionnier Public Enemy, a lui aussi annoncé récemment son adhésion à l'USACBI. En juillet, il a rejoint quantité d'éminents militants dans le monde, dont Angela Davis et Roger Waters, apparus dans une vidéo intitulée « [Debout pour les droits des palestiniens](#) ». Par ailleurs, une autre star issue de l'orbite de la musique afro-américaine politiquement progressiste, Boots Riley, a adhéré à l'appel pour le boycott académique et culturel. L'orchestre de Riley The Coup est connu pour ses chansons qui traitent de l'oppression des Noirs Américains et des Palestiniens, comme celle intitulée « L'Embarquement ».

L'adhésion à l'appel au boycott académique et culturel par d'éminents artistes et militants Noirs Américains arrive à un moment important de solidarité entre Noirs et Palestiniens aux États-Unis. Le week-end dernier, des Palestiniens et leurs alliés ont défilé avec des milliers de militants venus de tout le pays, y compris le théologien et militant radical Cornel West, pour protester contre le meurtre de Mike Brown et dénoncer la brutalité policière.

Ces dernières adhésions font grimper le nombre de travailleurs de la culture qui ont signé la pétition pour le boycott culturel d'Israël à plus de 370. La pétition a été lancée par USACBI et on peut y accéder [ici](#). Par ailleurs, plus de 1.200 universitaires ont signé l'appel de l'USACBI à boycotter les universités d'Israël. L'année dernière, une demie douzaine d'organisations académiques professionnelles, dont l'Association d'Etudes Américano-Asiatiques, l'Association d'Etudes Américaines, et l'Association d'Etudes Primo-Américaines et Indigènes, ont elles aussi officiellement adhéré au boycott académique.

Pour adhérer au boycott académique et culturel d'Israël ou

pour plus d'information, allez sur <http://www.usacbi.org/about/>

Vous pouvez lire aussi (en anglais) :

✘ [Junot Díaz Endorses Call to Boycott Israel](#), in Color Lines.

✘ [Junot Díaz comes out in support of the academic and cultural boycott of Israel](#), in Mondoweiss.

Source :

<http://www.aurdip.fr/des-artistes-et-des-intellectuels.html>

Traduction J.Ch. pour l'AURDIP

Une action BDS réussie dont le prolongement est passé sous silence

Si la plus grande société de transport maritime d'Israël, Zim Integrated Shipping Services, qui s'autoproclame « l'un des transporteurs les plus importants et de premier plan de l'industrie mondiale du transport maritime de conteneurs », pensait que les problèmes étaient terminés pour elle et ses cargaisons, elle a vite compris qu'elle se trompait. Le mois dernier, *Al-Akhbar English* publiait un article sur la détermination des militants solidaires de la Palestine de la coalition « Block the Boat » [Bloquons le bateau], qui a empêché le *Zim Piraeus*, qui bat pavillon israélien, de

décharger sa cargaison.



Fin août 2014 – après le déchaînement meurtrier de l'armée sioniste contre les Palestiniens de Gaza, près de 3000 militants se relaient pendant 4 jours dans le port d'Oakland (USA) pour empêcher le déchargement du porte-container israélien Zim Piraeus

Le rapport d'enquête a mis en évidence le travail nécessaire de la coalition Block the Boat, dont les membres ont décidé de passer à l'action suite au choc provoqué par les derniers crimes d'Israël contre le peuple de Palestine et l'interminable occupation, et suite à l'appel lancé par la Fédération syndicale générale palestinienne (PGFTU), qui a demandé aux travailleurs du monde entier de refuser de traiter les produits israéliens. Le rapport décrit en détail les résultats des piquets de grève, y compris les effets dévastateurs que les protestations ont eu sur Zim et les sociétés qui ont travaillé avec elle.

Pendant 4 jours, du 16 au 19 août, les manifestations organisées par la coalition Block the Boat et des militants indépendants ont fait la une en empêchant le Zim Piraeus de débarquer sa cargaison dans le port d'Oakland. Kumars Salehi, doctorant à Berkeley, l'université de Californie, et membre de Students for Justice in Palestine, a participé aux 4 jours

d'action historique au cours desquels les militants ont été informés par un docker que « le retard imposé au Zim Piraeus coûtait à l'entreprise 50.000\$ toutes les 12 heures. » Le mythe de l'armateur israélien qui s'en sort indemne fut rapidement dissipé.



Motivé par le succès de la coalition Block the Boat et d'autres en août, un groupe se faisant appeler le Comité d'action Stop Zim a commencé à organiser des piquets de grève à l'arrivée du Zim Shanghai, un porte-conteneur immatriculé à Hong Kong, le samedi 27 septembre. Ce samedi matin-là, une annonce fut faite dans la salle d'expédition du Syndicat International Longshore and Warehouse (ILWU) pour inciter les travailleurs à refuser de travailler sur le Zim Shanghai. En partie grâce à cette annonce, on a signalé que tous les débardeurs (sauf un) ont refusé de travailler sur le navire, montrant que la base était à une écrasante majorité du côté des manifestants. Des déclarations faites par Clarence Thomas, membre de la section locale 10 de l'ILWU à un débat d'experts à Oakland indiquent que les mois de sensibilisation auprès de la base de la section locale par des participants à la coalition Block the Boat ont contribué grandement à motiver les débardeurs à stopper le travail. Charlotte Silver, journaliste indépendante qui écrit pour The Electronic Intifada, note que « la section 10 de l'ILWU est en fin de contrat depuis juillet, ce qui signifie que les travailleurs ne seront pas payés s'ils ne prennent pas un quart, indépendamment de savoir s'il y a piquet de grève ou un problème de santé ou de sécurité. » L'un des manifestants, @violentfanon, qui souhaite être identifié par son nom d'utilisateur de Twitter pour des problèmes de vie privée, a discuté de l'importance de la réponse de l'ILWU avec Al-Akhbar English, affirmant que « ce ne sont pas les travailleurs qui ont refusé de franchir le piquet de grève pour des raisons de santé et de sécurité, comme ils l'affirment habituellement,

ils n'avaient même pas pris les bordereaux d'expédition. »

Al-Akhbar English a eu connaissance des registres d'expédition des pilotes de la Baie de San Francisco, qui sont responsables de la navigation du Zim Shanghai dans la baie et de l'amarrage dans le port ; ils montrent que la planification des mouvements du Zim Shanghai a changé à plusieurs reprises, vraisemblablement pour interférer avec l'organisation de la manifestation. @violentfanon a discuté de ce qui s'est passé avec Al-Akhbar English :

« L'heure d'arrivée et la destination du navire ont été modifiés à plusieurs reprises pour tenter de tromper les manifestants, mais ces tentatives ont échoué. Les manifestants avaient de nombreux moyens pour suivre le navire à la trace, y compris des informations de l'intérieur de la part d'employés du port solidaires, des relations précieuses cultivées par les participants à la coalition Block the Boat tout au long de mois de sensibilisation. »

C'est à contrecœur que les partisans d'Israël prennent note d'un modèle de réponse des militants au transporteur Zim, dont les importations incluent des munitions et qui est lié à la production du phosphore blanc utilisé par Israël contre la population de Gaza pendant la guerre de fin 2008-début 2009. Un récent éditorial de J-Weekly va jusqu'à dire à propos de BDS que « c'est un modèle qui doit être stoppé », le qualifiant de « pure folie ». Une lettre à Sean Whent, chef de la police d'Oakland à propos de Block the Boat, rédigée par l'Organisation sioniste d'Amérique, a protesté contre ce qu'elle a appelé « un problème grave et récurrent à Oaklant », auquel le service de police d'Oakland « doit s'attaquer ». Ces réactions montrent simplement combien les supporters d'Israël sont absolument terrifiés par le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions, en particulier à la lumière des avancées consécutives – de Block the Boat et l'adoption des résolutions jusqu'à l'American Studies Association qui a voté l'approbation du boycott des institutions universitaires

israéliennes. BDS est passé d'un tigre de papier n'ayant rien d'exceptionnel à un mouvement bien organisé et particulièrement dangereux qui « doit être arrêté ».

Les militants de la coalition Block the Boat qui ont organisé les piquets de grève réussis du Zim Piraeus sont en train de planifier une nouvelle action, le 25 octobre [page [Facebook](#)], pour empêcher le déchargement du Zim Beijing, avec l'espoir d'attirer près d'un millier de protestataires dans un action puissante similaire à celle d'Août.

Lara Kiswani, directrice du Arab Resource and Organizing Center (AROC) a déclaré :

« Pour l'organisation du 25 octobre, nous nous coordonnons avec des organisateurs de Block the Boat qui feront des actions de solidarité à Vancouver, Seattle, Los Angeles, Tampa, La Nouvelle Orléans et New York. Collectivement, nous voyons cela comme une campagne à long terme pour perturber la circulation des capitaux d'Israël à travers l'Amérique du Nord. Notre stratégie est de faire que ce soit le plus gênant possible pour n'importe quel port de faire des affaires avec Zim et d'encourager les travailleurs à faciliter ce processus. Et en centralisant la direction de ceux qui sont les plus touchés par Israël Apartheid, la coalition Block the Boat construit un mouvement multiracial, populaire et intersectoriel pour faire avancer la solidarité de la communauté des travailleurs et mettre le BDS en action. »

Selon @violentfanon, Zim a déjà supprimé toutes les arrivées des navires Zim de son calendrier en ligne dans les ports d'Oakland et de Los Angeles après le 25 octobre, peu de temps après l'annonce de l'action du 25 octobre. « Ces manifestations à Oakland montre à Israël, à tout le moins, qu'il paiera le prix de l'isolement économique pour ses violations répétées du droit international et des droits de l'homme. Une action forte le 25 octobre pourrait signifier la fin de toutes les arrivées de Zim dans le port d'Oakland. »

Roqayah Chamseddine

Roqayah Chamseddine est une journaliste et commentatrice libano-américaine basée à Sydney. On peut suivre ses tweets : [@roqchams](#) et lire ses articles à : [Letters From the Underground](#).

Source : [Al Akhbar](#)

Traduction : MR pour ISM
<http://www.ism-france.org/temoignages/Une-action-BDS-reussie-dont-le-prolongement-est-passe-sous-silence-article-19229>

Un bateau israélien empêché de débarquer dans le port d'Oakland (USA)

Huffington Post

Solidarité avec Gaza: Blocus contre Israël sur la côte ouest des Etats-Unis

C'est tambours battant, en trompettes et fanfare que près de cinq mille manifestants ont pris possession hier, samedi 16 août, du port d'Oakland dans la Baie de San Francisco pour empêcher un navire israélien de débarquer ses marchandises.

L'arrivée du navire battant pavillon israélien Zim Integrated Shipping Services Ltd avait été annoncée en début de semaine et [l'appel « Block the Boat » – blocus contre le navire –](#) lancé par une [coalition d'organisations américaines pro-](#)

[palestiniennes](#), syndicales, de gauche, libertaires et antiracistes, a trouvé un écho certain parmi tous ceux qui se sentaient frustrés de ne pouvoir rien faire d'autre, face au massacre à Gaza, que participer à des manifestations largement ignorées par les grands médias.

{youtube}BMUhAHC37mk{/youtube}

« Le sionisme n'est pas le bienvenu sur la côte ouest » et « contre le blocus de Gaza bloquons Israël » ont été les slogans qui ont rameuté une foule de manifestants de tous bords.

Le navire israélien qui prévoyait d'accoster samedi à 5 heures du matin heure de Californie a retardé son arrivée une première fois jusqu'à 15 heures. Mais en début d'après midi des centaines de manifestants ont commencé à affluer et à marcher sur le port d'Oakland.



Alors que beaucoup de manifestants se préparaient à un face à face tendu avec la police d'Oakland, réputée pour ses bavures et ses abus envers une population majoritairement noire, c'est finalement dans une ambiance incroyablement festive qu'a eu lieu la prise du port.

Hourras

Un port étrangement vide, désert, à l'arrêt, sans l'ombre d'un docker ou d'un travailleur. Un port pourtant parmi les cinq plus importants ports commerciaux des Etats-Unis, où attendaient sagement quelques dizaines de policiers, discrètement alignés face au quai 1717 où devait se trouver Zim le navire marchand israélien.

Mais point de Zim ce samedi, le navire israélien a finalement décidé de ne pas entrer au port et de rester en rade, invisible, arrachant des hourras de joie à la foule venue

former un blocus humain pour empêcher que les marchandises israéliennes soient débarquées.

Les autorités de la ville et la police ont vraisemblablement préféré jouer l'apaisement et les manifestants sont repartis dansant, chantant, tambours battant, comme ils sont arrivés après avoir tenu un rassemblement de plusieurs heures sur le quai désert où devait avoir lieu le piquet pro-palestinien.

{youtube}0GclLniSTiE{/youtube}

Le port d'Oakland a donc été hier le premier port à voir l'appel « Block the Boat » se concrétiser et d'autres ports de la côte ouest, comme celui de Seattle ou Long Beach mais aussi de Vancouver au Canada devraient voir se répéter les mêmes actions dans les jours à venir.

En 1984 à San Francisco, les dockers de l'ILWU (International Longshore and Warehouse Union) avaient accompli un geste historique en refusant de débarquer la cargaison d'un bateau sud-africain. C'est évidemment en référence à cet événement qu'a eu lieu hier la manifestation au port d'Oakland.

Contre l'apartheid que perpétuent les Israéliens en Palestine, sous un jour toujours plus répugnant. Mais aussi en réponse à l'appel à l'aide et à la solidarité lancé par les grandes organisations syndicales palestiniennes.

Source :

http://www.huffpostmaghreb.com/2014/08/17/gaza-blocus-israel-oakland_n_5685552.html?utm_hp_ref=algeria

Photo : Manifestation contre l'accostage d'un navire israélien à Oakland (Etats-Unis), samedi 16 août | Daikha Dridi pour le HuffPost Algérie

Deux nouveaux succès BDS !

Omar Barghouti – 28 avril 2014

À noter que le premier succès, la résolution du syndicat des enseignants britanniques, dépasse résolument le seul paradigme de l'occupation, et condamne les violations par Israël du droit international dans le Naqab (Néguev) et sa discrimination contre les étudiants et enseignants palestiniens qui sont citoyens d'Israël.

(I) – Le syndicat national des enseignants du Royaume-Uni (plus de 300 000 adhérents) vote une résolution BDS à la conférence :

<http://www.teachers.org.uk/files/nut-final-agenda.pdf>

(P. 45-46)

Motion 31 sur la Palestine : Londres-Est

La conférence se réjouit du séjour en territoire palestinien occupé d'une délégation de membres de ses instances dirigeantes et d'adhérents, en octobre 2013, et du renforcement des liens entre notre syndicat national des enseignants et le syndicat général des enseignants palestiniens.

La conférence prend note du régime oppressif et injuste en cours imposé par l'État d'Israël au peuple palestinien, et elle est particulièrement préoccupée par l'impact sur les jeunes et leurs familles.

La conférence approuve les demandes suivantes et appelle le

gouvernement britannique à poursuivre activement ces objectifs :

- 1) démantèlement du mur de 700 kilomètres condamné par la Cour internationale de Justice en juillet 2004 ;
- 2) fin de toutes les colonies, toutes illégales, qui contrôlent maintenant 42,7 % de la Cisjordanie (chiffre des Nations-Unies) ;
- 3) annulation de toutes les mesures visant à couper Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie au moyen d'un processus d'expansion des colonies et de démolitions des maisons palestiniennes ;
- 4) soutien à l'appel des Nations-Unies pour la fin du blocus de Gaza ;
- 5) démantèlement des 532 checkpoints de l'armée israélienne (chiffre des Nations-Unies) ;
- 6) fin du traitement inhumain des enfants palestiniens prisonniers, tel que documenté par *Defence for Children international/Palestine section* ;
- 7) abandon du Plan Power du gouvernement pour la destruction des villages bédouins à l'intérieur d'Israël et le déplacement par la force de leurs populations hors de leurs villages spécifiques , et
- 8) droit des Palestiniens de l'intérieur d'Israël à élaborer un programme qui préserve leur patrimoine et mette fin à leur discrimination en matière d'enseignement.

Motion 31 sur la Palestine : Croydon

La conférence réaffirme son engagement à mener campagne en solidarité avec les Palestiniens dans leur lutte pour la paix et la justice, et elle appelle ses instances dirigeantes à diffuser le rapport de la délégation de 2013 aussi largement que possible, le faisant connaître via les réseaux enseignants et tous les réseaux syndicaux appropriés.

Instructions de la conférence à ses instances dirigeantes :

- 1) soutenir la politique du TUC (Congrès des syndicats britanniques) pour « *le boycott des produits des sociétés qui tirent profit des colonies illégales, de l'occupation et de la construction du mur* » ;
- 2) faire pression sur le gouvernement du Royaume-Uni pour qu'il demande au gouvernement israélien de se conformer au droit international et aux traités relatifs aux droits de l'homme ;
- 3) oeuvrer pour gagner l'adhésion de l'Internationale de l'éducation et de l'ETUC (European Trade Union Confederation – Confédération européenne des syndicats) à ces politiques et rechercher la collaboration des syndicats ayant la même démarche internationale ;
- 4) transmettre ces opinions au syndicat des enseignants israéliens ;
- 5) exprimer notre solidarité au GUPT (General Union of *Palestinian* Teachers – syndicat des enseignants palestiniens) dans ses objectifs pour l'éducation, et discuter avec lui des moyens pour développer cette solidarité ;
- 6) appeler à la fin de la discrimination contre les étudiants et enseignants palestiniens en Israël ;
- 7) encourager les facultés à établir des liens avec les enseignants palestiniens et leurs écoles, notamment en organisant des échanges de délégations ;
- 8) encourager les associations, écoles et facultés à faire connaître à leurs membres le rapport de la délégation ; inviter des conférenciers à leurs rencontres et encourager à l'adhésion et à la participation actives dans un travail sur cette question ;
- 9) organiser une rencontre spécifique avec les représentants des facultés et les agents de la solidarité internationale pour présenter le rapport, expliquer la politique du syndicat, exposer dans leurs grandes lignes les moyens de développer cette activité, et incorporer des mises à jour régulières dans les

réunions d'information des secrétariats des facultés et des représentants des écoles, et

- 10) poursuivre la campagne pour les droits des enfants palestiniens, notamment des enfants prisonniers, et travailler pour engager tous les adhérents dans cette campagne, en incitant à l'engagement individuel et à l'adhésion à la Campagne de solidarité Palestine, et au soutien de l'action en faveur des enfants palestiniens prisonniers.

Amendements

Motion 31.1 : Buckinghamshire

Kirklees : instructions de la conférence aux instances dirigeantes (ajouter le point suivant) :

- 11) instruire par des publications les adhérents, agents des facultés et de la solidarité internationale, sur la propagande de « blanchiment » utilisée par Israël pour faire croire à ses citoyens, et plus largement au monde, qu'il progresse dans le respect des droits des LGBT (Lesbiens, Gays, Bi et Trans), tout en détournant l'attention loin de ses violations des droits des êtres humains qu'il commet par son occupation de la Cisjordanie et de Gaza.

(II) Le conseil des étudiants de l'université de Riverside, Californie, vote une résolution de désinvestissement :

Hier soir, le sénat étudiant de l'université de Californie à Riverside a voté en faveur d'une résolution parrainée par le groupe Étudiants pour la justice en Palestine, demandant à l'université de retirer ses investissements des sociétés états-uniennes qui tirent profit de l'occupation israélienne.

Article intégral :
<http://electronicintifada.net/blogs/nora-barrows-friedman/divestment-passes-university-california-riverside>

vidéo d'une minute de l'annonce du succès de la résolution de désinvestissement :
<https://www.facebook.com/photo.php?v=10203936326355061&set=vb.1429102999&type=2&theater>

Omar Barghouti

traduction : JPP pour BDS FRANCE

USA : le lobby israélien se prend une claque au tribunal

Le lobby israélien, qui essaie de faire taire par tous les moyens la solidarité avec le peuple palestinien, vient de se prendre une claque magistrale devant un tribunal américain, qui a condamné les maîtres-chanteurs à payer des sommes importantes aux militants de la campagne BDS (Boycott Désinvestissements Sanctions).

Des membres de StandWithUS, l'une des officines états-uniennes créées pour tenter de terroriser le mouvement de solidarité avec la Palestine, avaient attaqué en justice la décision du magasin coopératif d'Olympia (État de Washington, ouest des États-Unis) de boycotter les produits « made in Israel ».

Olympia est la ville dont était originaire Rachel Corrie, la jeune militante écrasée par un bulldozer militaire israélien en 2003, alors qu'elle tentait de s'opposer à la destruction de maisons palestiniennes.

StandWithUS demandait à la justice de prononcer l'interdiction du boycott par le magasin coopératif, et de condamner les militants à lui payer de substantiels dommages et intérêts.

Ceci, dans le cadre d'une stratégie développée à l'échelle mondiale par l'appareil d'État israélien, visant à entraver,

par l'intimidation et la sanction financière, le développement de la campagne BDS.

Mais les magistrats de la Cour d'Appel de l'État de Washington ne s'appellent ni Valls ni Taubira, et ils ont su conserver leur indépendance d'esprit.

Sur le fond, ils ont ainsi constaté que le boycott, un moyen de lutte non-violent utilisé depuis plus d'un siècle sous toutes les latitudes, participait pleinement de la liberté d'expression, garantie par le célèbre Premier Amendement de la Constitution des Etats-Unis.

Et puis, la Cour d'Appel a retenu contre le lobby israélien une disposition particulière du droit local, dite SLAPP (Strategic Lawsuit Against Public Participation).

La loi SLAPP (dont un équivalent existe aussi en Californie, mais qui n'est pas généralisée sur le territoire américain) est un outil permettant de sanctionner les procédures judiciaires abusives initiées par des puissants (ici l'État d'Israël, ailleurs des groupes industriels exploitant des produits controversés comme le gaz de schiste ou les OGM) pour museler toute dissidence.

Aux termes de la loi SLAPP, la Cour d'Appel a donc condamné les plaignants à verser 10.000 dollars (7.000 euros environ) à chacun des 16 membres du Conseil d'administration de la Coopérative d'Olympia poursuivis, ainsi que des dizaines de milliers de dollars supplémentaires au titre des frais de justice et frais d'avocats. En tout, plus de 200.000 dollars (150.000 euros environ).

On rappelle qu'en France, la répression des procédures abusives existe aussi, théoriquement. Mais dans les procès BDS, les officines israéliennes ont jusqu'à présent bénéficié de la complicité éhontée du gouvernement. Au lieu de porter plainte elles-mêmes, elles se contentent de « faire un signalement » au procureur, celui-ci, sur ordre d'un(e) ministre docile, prenant alors l'initiative des poursuites. Et à l'arrivée, même quand ils sont relaxés, les militants BDS qui ont dépensé des sommes importantes pour leur défense, n'ont pas la possibilité de demander réparation (puisque l'Etat a une immunisation dans ce domaine).

Source : <http://electronicintifada.net/blogs/nora-barrows-friedman/olympia-co-op-lawfare-case-backfires-court-fines-anti-boycott-plaintiffs>

Résumé des succès du BDS en 2013

Par le BNC, comité national palestinien du BDS
10 janvier 2014

<http://www.bdsmovement.net/2014/2013-round-up-11579>

Janvier

[Veolia se retire des enchères pour un contrat sur l'eau en Californie après les protestations contre ses violations des droits des Palestiniens](#)

Le retrait de Veolia des enchères sur le contrat de 325 millions de dollars a fait suite aux efforts des citoyens du comté Yolo d'empêcher l'attribution du contrat à cause de l'implication de la compagnie dans l'infrastructure illégale des colonies israéliennes.

[Cinq grands syndicats de Galice en Espagne adoptent le BDS](#)

Cinq syndicats importants de la région de Galice dans l'État espagnol ont annoncé leur soutien au BDS.

[L'association des étudiants de Concordia soutient la campagne BDS contre l'apartheid israélien](#)

L'assemblée générale des étudiants de l'université Concordia de Montréal a voté sa participation au mouvement BDS à une grande majorité.

[Une compagnie agricole sud-africaine coupe ses liens avec l'exportateur israélien Hadiklaim](#)

Karsten Farms a aussi entrepris de n'établir aucune relation future avec aucune entité israélienne complice de l'occupation israélienne illégale de la Palestine.

[Les magasins Sud-africains de jouets Reggies stoppent leur soutien au KKL-FNJ](#)

Le KKL-FNJ est un organisme para étatique israélien

directement impliqué dans les violations des droits humains contre le peuple palestinien. Auparavant Reggies soutenait, était partenaire et contribuait financièrement au FNJ Israélien.

[Hyundai cesse ses relations avec une compagnie participant à la démolition de maisons](#)

La compagnie coréenne Hyundai avait fourni des pelleteuses à la société israélienne AEG, utilisées par les autorités israéliennes pour détruire les maisons palestiniennes.

[Le guitariste Stanley Jordan annule sa performance à l'Israeli Jazz Festival](#)

Guitariste créatif et acclamé, Jordan avait été annoncé parmi les têtes d'affiche du festival.

[Le groupe de Trash Metal Kreator annule son concert en Israël](#)

Kreator, qui ont joué en Israël en 2006, ont annulé leur concert puis choisi de ne pas le reprogrammer.

Février



[Des manifestations à Gaza et dans 40 villes européennes appellent à cesser le commerce avec les entreprises agricoles israéliennes](#)

Les organisations agricoles palestiniennes ont lancé un [appel à l'action de la société civile contre les compagnies israéliennes d'exportation agricole](#) comme Mehadrin et Arava, en raison de leur rôle dans la colonisation de la Palestine et dans la destruction de l'agriculture palestinienne par Israël. L'appel et le document accompagnateur Farming Injustice (traduction : [Cultures d'injustice](#)) ont été lancées dans le cadre d'une journée d'action où des manifestations ont eu lieu

à Gaza et dans 40 villes européennes.

[Une commission d'enquête de l'ONU sur les colonies israéliennes appelle à des sanctions](#)

Le rapport d'une commission d'enquête de l'ONU sur les colonies israéliennes illégales a appelé les Etats à accorder à Israël le traitement réservé aux Etats responsables de violations sérieuses similaires – c'est-à-dire une interdiction du commerce avec les colonies, et des boycotts et sanctions contre l'État d'Israël et ses institutions.

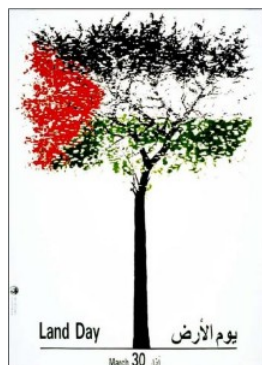
[L'association des étudiants de l'université de Dundee vote pour la rupture des liens avec G4S](#)

Les étudiants de l'association des étudiants de l'université de Dundee (DUSA) en Écosse ont voté à une grande majorité lors de leur assemblée générale annuelle la rupture des liens avec la société de sécurité anglo-danoise G4S pour son rôle dans le système carcéral et dans l'occupation israélienne.

[Shuggie Otis annule son concert en Israël](#)

Le chanteur compositeur légendaire Shuggie Otis a tranquillement annulé un concert en Israël

Mars



[Des manifestations en Palestine et des actions internationales BDS marquent la Journée de la terre palestinienne](#)

Les supporters internationaux de la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité ont marqué la Journée de la terre par des actions et initiatives pour approfondir les campagnes de boycott, désinvestissements et sanctions (BDS) contre Israël.

[Un syndicat étudiant australien quitte un concours de SodaStream](#)

Le syndicat des étudiants de l'université La Trobe applique le soutien au BDS en annulant un concours dans lequel une machine SodaStream était annoncée comme prix. SodaStream est une compagnie israélienne dont les machines à boisson sont fabriquées dans une colonie israélienne illégale.

[Les étudiants californiens votent le soutien au BDS](#)

Les conseils étudiants des collèges de l'Université de Californie à San Diego, Irvine, Riverside et Berkeley ont voté le soutien.

[Le conseil du Clackmannanshire devient le troisième gouvernement local écossais à soutenir le boycott d'Israël](#)

« Tout comme les sanctions individuelles contre l'apartheid en Afrique du Sud ont conduit finalement à sa chute, les sanctions individuelles et collectives contre l'État d'Israël mettront fin à l'apartheid et à la souffrance en Palestine », a exprimé la motion du gouvernement local. Les conseils de West Dunbartonshire et de Stirling soutiennent aussi le boycott.

[La fédération des étudiants de York soutient la campagne BDS](#)

Le bureau de la fédération des étudiants de York au Canada vote le soutien au BDS par 18 voix contre 2 et appelle l'université de York à retirer ses investissements des sociétés qui vendent des armes et de l'équipement militaire à Israël.

[Le droit des syndicats universitaires britanniques à boycotter Israël est confirmé par un conseil des prud'hommes](#)

Les organisations pro-israéliennes ont complètement échoué dans leurs tentatives soutenues par le gouvernement israélien de faire juger discriminatoire par le conseil des prud'hommes la position pour le boycott du Syndicat des universités et collèges.

[L'église mennonite des USA désinvestit des violations israéliennes des droits humains](#)

Le conseil des directeurs du comité central mennonite a décidé à l'unanimité que le MCC US n'investira pas consciemment dans des compagnies qui bénéficient des produits ou des services utilisés pour perpétrer des actes de violence contre les

Palestiniens.

Avril



[Action mondiale contre G4S pendant le jour des prisonniers](#)

G4S fournit des équipements de sécurité aux prisons israéliennes, aux check-point et aux colonies. Des actions contre G4S ont été organisées dans 11 pays pour coïncider avec le jour des prisonniers politiques palestiniens. Les protestations se sont tenues devant les bureaux de G4S ; le Scottish Trade Union Congress et des associations du Moyen-Orient ont publié des déclarations soutenant la campagne contre G4S.

[Le syndicat des étudiants de l'université de Toronto Scarborough \(SCSU\) devient le neuvième syndicat d'étudiants canadiens à rejoindre le mouvement BDS](#)

[Les étudiants belges appellent au boycott universitaire](#)

Une fédération représentant 100 000 étudiants belges de l'éducation supérieure a appelé à un gel de tous les partenariats universitaires avec les institutions universitaires israéliennes.

[L'association d'études des Américains d'origine asiatique approuve à l'unanimité une résolution de boycott](#)

L'assemblée générale de l'association d'études des Américains d'origine asiatique (AAAS) des USA a voté à l'unanimité pour une résolution soutenant le boycott des institutions universitaires israéliennes.

[Les étudiants du Sussex appellent l'université à résilier les contrats avec Veolia](#)

Des milliers d'étudiants de l'université du Sussex en Grande-Bretagne ont voté une résolution pressant le syndicat étudiant à soutenir une campagne pour que l'université résilie son contrat avec Veolia à en raison du rôle de la multinationale française dans la gestion de l'infrastructure des colonies israéliennes illégales.

[Le syndicat des enseignants d'Irlande soutien le boycott universitaire](#)

La motion du congrès annuel du syndicat des enseignants d'Irlande, qui qualifie Israël d' « État d'apartheid », appelle « tous les membres à cesser toute collaboration culturelle et universitaire avec Israël, y compris l'échange de scientifiques, d'étudiants et de personnalités universitaires, ainsi que toute coopération dans les programmes de recherche ». La motion a été adoptée à l'unanimité.

[Les étudiants de Sydney soutiennent le boycott universitaire](#)

« Israël n'écoute ni les mots ni les motions et continue de violer les droits humains et d'agir en violation du droit international. Comme en Afrique du Sud, un changement n'aura lieu que par des actions pacifiques de campagnes telles que le BDS », explique la déclaration approuvée par le Conseil représentatif des étudiants de l'université de Sydney.

[L'association d'études des Américains d'origine asiatique s'associe au boycott universitaire](#)

L'association d'études des Américains d'origine asiatique vote de soutien au boycott universitaire des institutions académiques israéliennes, devenant la première organisation universitaire des USA à le faire.

Mai



[Stephen Hawking s'associe au boycott universitaire d'Israël](#)

Le physicien de renommée mondiale Stephen Hawking s'est retiré d'une conférence en l'honneur du président israélien Shimon Peres. Une déclaration publiée par le comité britannique pour les universités de Palestine avec l'approbation de Hawking décrit cette décision comme « sa décision indépendante de respecter le boycott, basée sur sa connaissance de la Palestine, et sur l'avis unanime de ses propres contacts universitaires là-bas ».

[La commission chargée des associations de bienfaisance ouvre une enquête sur la légalité de la discrimination raciale du KKL-JNF](#)

La décision d'ouvrir une enquête fait suite à une demande de la campagne Stop the JNF à la commission chargée des associations de bienfaisance pour retirer le Fonds National Juif du registre britannique des associations de bienfaisance.

[L'université de Sheffield vire Veolia](#)

L'Université de Sheffield a décidé de ne pas renouveler son contrat de collection des ordures avec la corporation multinationale Veolia, à la suite d'une campagne débutée par la Palestine Society du campus et soutenue par le syndicat étudiant. La décision couronne une année d'activité intense et réussie des militants étudiants britanniques.

[La United Church of Canada débute une campagne de boycott des colonies](#)

Cette campagne a été intitulée Unsettling Goods: Choose Peace in Palestine and Israel.

Juin

[Un diplomate sud-africain rejette les honneurs du KKL-FNJ](#)

Un ancien ambassadeur sud-africain en Israël dit qu'il va retourner un certificat l'informant que 18 arbres ont été plantés en son honneur dans une forêt israélienne par le Fonds National Juif (FNJ) et le ministère israélien des affaires étrangères.

[Plus de 150 organisations de solidarité sont solidaires des militants français confrontés à des actions judiciaires](#)

Les militants français sont confrontés à des accusations criminelles pour leur activité de solidarité BDS depuis 2009.

[La réalisatrice Mira Nair soutient le boycott culturel](#)

La réalisatrice de Bombay ! et de Monsoon Wedding refusé une invitation à porter en Israël son dernier film 'L'intégriste malgré lui', citant l'appel palestinien au boycott culturel dans une série de Tweets.

Juillet



[Les géants du rock US The Killers se retirent d'un concert en Israël](#)

The Killers avaient déjà reçu la moitié de leurs honoraires pour le concert quand ils ont annoncé qu'ils annulaient la performance à la suite de lettres et d'appel des militants.

[L'UE exclut les entités coloniales de la réception de prêts et de financements](#)

Après des années de lobbying par la société civile sur cette question, l'UE a publié une directive empêchant les ministères, entités publiques et entreprises israéliennes opérant dans les territoires palestiniens occupés de recevoir des prêts, valant plusieurs centaines de millions d'euros par an, par la Banque d'Investissement Européenne. La directive stoppe aussi l'attribution de subventions aux ministères, entités publiques et entreprises privées israéliennes pour des activités prenant place dans les territoires occupés, même si leur siège est dans les frontières d'Israël d'avant 1967.

[Les mouvements sociaux latino-américains appellent à la fin de l'accord de libre-échange avec Israël](#)

La société civile des cinq pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Venezuela, Uruguay et Paraguay) ont adopté à nouveau au XVe sommet social un appel clair pour la fin de l'accord de libre-échange entre le Mercosur et Israël.

[Une nouvelle frise chronologique interactive du mouvement BDS expose les succès](#)

La frise chronologique, sur le site BDS movement.net, a été lancée pour commémorer le huitième anniversaire de l'appel BDS

[Le fonds de pension géant étasunien TIAA-CREF désinvestit de SodaStream](#)

« Quelle que soit la raison pour laquelle TIAA-CREF a laissé tomber SodaStream, nous y voyons une décision scrupuleuse », dit Sidney Levy de la campagne We Divest, qui mène campagne pour que TIAA-CREF désinvestisse des compagnies qui participent aux violations israéliennes du droit international.

[Des distributeurs néerlandais boycottent les colonies](#)

Les médias ont rapporté de Hollande que deux grandes chaînes de distribution du pays ont cessé de vendre des marchandises produites dans les colonies israéliennes.

Aout



[Une grande banque scandinave désinvestit de Cemex à cause de l'extraction des ressources naturelles palestiniennes](#)

Nordea a exclu la compagnie à la suite de l'engagement militant de l'organisation Aide du peuple norvégien (NPA) et du Syndicat norvégien des employés municipaux et généraux (NUMGE).

[Des musiciens de jazz boycottent le festival de la mer Rouge](#)

Les artistes de jazz étasuniens Chris Daddy Dave et Matt Schofield avec son groupe, le Matt Schofield Trio, ont annulé leurs performances dans le festival israélien de musique.

Septembre



DUMP

VEOLIA

[Sous la pression du boycott, Veolia abandonne le réseau de bus des colonies](#)

Veolia a révélé qu'il cessera d'exploiter les lignes de bus pour colons en Cisjordanie occupée car la compagnie continue de perdre des contrats en Europe et aux USA à cause de son soutien à l'apartheid israélien. Veolia continue d'exploiter le projet illégal de tramway à Jérusalem.

[Une firme hollandaise se retire d'une usine traitement d'eaux usées pour les colons de Jérusalem Est](#)

Royal HaskoningDHV a annoncé qu'il se retirait d'un projet d'usine de traitement d'eaux usées à Jérusalem Est occupé à la suite de pressions du gouvernement hollandais.

[Les Quakers de trois états des USA appellent au boycott et au désinvestissement](#)

Le Lac Erie Yearly Meeting, une organisation Quaker régionale regroupant Ohio, Michigan et Pennsylvanie Ouest, est devenu le premier Yearly Meeting Quaker étasunien à adopter officiellement le boycott et le désinvestissement visant les sociétés complices de l'occupation israélienne.

Octobre



[Un syndicat norvégien termine son contrat avec G4S, un « acte de solidarité » avec les Palestiniens](#)

Industri Energi, un syndicat pour les travailleurs des secteurs de l'énergie et de l'industrie lourde, a saqué G4S comme agence de sécurité de ses bureaux à cause du rôle de la compagnie dans les prisons israéliennes, les check-points et

les colonies. La même semaine, l'association des enseignants de Londres Est a passé une résolution condamnant le rôle de G4S dans la détention des enfants palestiniens.

Les contrats liés aux colonies des territoires occupés pourraient être « criminels », avertit un expert de l'ONU Richard Falk a dit que son bureau à essayé d'informer les sociétés, parmi lesquelles le groupe bancaire européen Dexia et la société immobilière étasunienne Re/Max que la poursuite de leurs pratiques dans les territoires pourrait être « problématique ».

[Les boycotts forcent à l'annulation d'un festival de rock en Israël](#)

Circus Maximus (Norvège), Haken (UK), et Bumblefoot (USA) étaient supposés jouer en Israël au festival de rock Progstage. Après leurs annulations qui ont suivi les discussions avec les militants BDS, le festival entier a été annulé.

Novembre



[Un grand fonds de pension des USA désinvestit son fonds éthique de Veolia](#)

Le fonds de pension géant étasunien TIAA-CREF a retiré Veolia Environnement du portefeuille de son Fonds de Choix Sociaux à la suite de la pression de la coalition We Divest.

[St Louis jette le profiteur de l'occupation Veolia](#)

L'opposition rencontrée par Veolia pour son rôle dans les colonies illégales israéliennes l'a conduit à se retirer de la ville. Veolia aurait dit que Saint-Louis « ne vaut pas le coup. Ça ne vaut pas les torts faits aux affaires [de Veolia]).

[Une organisation de droits humains sud-africaine termine son contrat avec G4S](#)

Le Trauma Centre du Cap a publié une déclaration s'opposant au rôle de G4S dans les prisons israéliennes où les Palestiniens sont détenus sans procès et torturés.

[Le parti de gauche adhère à la campagne BDS](#)

Le grand parti de gauche français, dont le leader Jean-Luc Mélenchon a gagné 11 % des voix aux élections présidentielles de 2012, s'est aussi engagé à soutenir les campagnes de BDS France.

[La deuxième université norvégienne écarte G4S pour son soutien à l'apartheid israélien](#)

L'université norvégienne de Bergen a choisi d'écarter G4S comme agent de sécurité à cause de son rôle dans le système carcéral israélien et dans les colonies illégales israéliennes.

[La campagne de boycott coûte de contrats universitaires à G4S](#)

Deux grandes universités britanniques ont choisi de ne pas accorder à G4S le contrôle de la sécurité des campus à la suite de campagnes des étudiants critiquant la compagnie

Décembre

[La compagnie des eaux hollandaises Vitens boycotte la société des eaux de l'État israélien](#)

Vitens, le premier fournisseur d'eau potable en Hollande, a mis fin à son accord de coopération avec la compagnie nationale des eaux d'Israël Mekorot à cause de son rôle dans le vol des eaux palestiniennes. Dans le même temps, le gouvernement hollandais prend des mesures pour empêcher qu'un forum d'affaires Israël-Hollande soit utilisé pour développer des liens avec les compagnies qui opèrent dans les colonies israéliennes illégales.

[Le gouvernement britannique avertit les milieux d'affaires sur l'entreprise illégale israélienne de colonisation](#)

Le gouvernement britannique a publié des conseils avertissant les milieux d'affaires sur les problèmes et les risques associés à la conduite d'affaires avec les colonies

israéliennes illégales.

[La Roumanie stoppe l'envoi de travailleurs du bâtiment en Israël en raison des colonies](#)

Le gouvernement roumain a annoncé qu'il stoppera l'envoi de travailleurs du bâtiment en Israël si le gouvernement israélien ne s'engage pas à ce qu'ils ne travaillent pas en Cisjordanie.

[Des détaillants de Rome boycottent SodaStream](#)

La compagnie israélienne Sodastream est visée par une campagne internationale de boycott qui a comporté récemment 50 actions dans six pays.

[Les campagnes de boycott prennent leur essor en Amérique latine](#)

Les mouvements sociaux brésiliens mènent campagne contre l'accord de libre-échange entre le Mercosur et Israël, les groupes colombiens lancent une pétition Veolia et les militants mexicains protestent contre des événements de propagande israélienne.

[Un syndicat hollandais élimine G4S pour son aide aux violations israéliennes des droits humains](#)

AbvaKabo, un syndicat hollandais de 350 000 membres, a cessé ses relations avec G4S, une société de sécurité privée qui a équipé les prisons israéliennes en Cisjordanie occupée.

Traduction: JPB pour BDS France

Le cauchemar qui se cache dans le sionisme libéral

David Lloyd – The Electronic Intifada – 21 décembre 2013

David Lloyd est professeur émérite d'anglais à l'université de

Californie, Riverside.

Sit-in d'une habitante du village bédouin non reconnu d'Al Araqibs lors d'une manifestation contre la démolition de son village et pour la libération des militants arrêtés, 1^{er} décembre 2013.
(Oren Ziv/ActiveStills)

Depuis que l'American Studies Association (ASA – Association des études américaines) a annoncé ce mois-ci que ses membres avaient voté massivement l'approbation du boycott des institutions universitaires israéliennes, le débordement prévisible des réactions déchaînées a été en s'accroissant.

Elles vont depuis le recyclage de l'ancien président de Harvard, Larry Summer, de l'accusation éculée que le boycott équivaut à de l'antisémitisme, jusqu'au venin islamophobe craché sur la page Facebook d'ASA et dans les boîtes de réception de ses dirigeants.

Mais ce qui est sûr, c'est que la plus fourbe des réponses à ce jour est celle de l'auteur de *La Crise du sionisme* et *d'Open Zion*, le rédacteur en chef Peter Beinard du *The Daily Beast* – en dépit du fait que Beinard évite le langage emporté et ouvertement doctrinaire déployé par les autres critiques (*Le réel problème avec le boycott d'Israël de l'American Studies Association* – 17 décembre 2013)

(<http://www.thedailybeast.com/articles/2013/12/17/the-american-studies-association-is-really-boycotting-israel-s-existence.html>).

En effet, Beinard généreusement disculpe l'ASA de tendances antisémites, encore que l'ASA n'ait aucun besoin de ses bonnes grâces dans ce domaine. Beinard aurait mieux fait d'examiner si le vrai geste antisémite n'était pas l'exigence sioniste que tous les juifs, quelles que soient leurs convictions politiques ou éthiques, acceptent un État unique et lui offrent leur allégeance, même si celui-ci est fondé sur la

discrimination, l'exclusion et le nettoyage ethnique.

Exiger une telle identification de tous les juifs, ce n'est pas seulement exclure le nombre croissant des juifs à travers le monde qui contestent la nature de l'« État juif », mais aussi gommer des siècles de traditions juives diverses et non sionistes.

Beinart dit aussi passer sur l'incohérence de l'ASA qu'il y aurait à être à la fois une association universitaire boycottant des institutions universitaires et à sembler porter à Israël une attention particulière. Sans aucun doute, l'ASA le remercie de son indulgence, même si ce qu'elle révèle en réalité, c'est sa totale incompréhension de l'histoire et de la pratique du boycott en tant que tactique politique déployée par les mouvements sociaux.

« **Orwellien** »

Mais c'est au cœur même de sa rubrique que Beinart révèle les contradictions particulières et insolubles qui affligent le sioniste soi-disant libéral ainsi que les extraordinaires contorsions d'un langage véritablement orwellien utilisées pour faire passer ces contradictions par la magie.

Comment, en effet, pourrait-on autrement parvenir à normaliser un État qui se présente lui-même comme une exception par tous moyens possibles, tout en demandant à être considéré comme la « seule démocratie » au Moyen-Orient ?

Beinart accuse l'ASA et le mouvement palestinien pour le boycott dans son ensemble de secrètement « *s'opposer à l'existence d'un État juif établi dans des frontières.* » Ils refusent, se plaint-il, de faire la distinction « *entre la Cisjordanie, où les Palestiniens n'ont ni la citoyenneté, ni le droit au vote, ni le droit à un procès équitable, et Israël proprement dit, où les Palestiniens bien que victimes de discriminations profitent des trois.* »

Beau tour de passe-passe. Reconnaître qu'il existe une discrimination en Israël embarque le lecteur hors de ce qui se joue réellement, et qui est de faire croire que cette discrimination est une aberration, mais qu'elle n'est pas l'essence même des lois et pratiques fondamentales d'Israël.

Un jeu truqué

Beinart ne peut pas ne pas savoir que la loi israélienne fait une distinction entre détenir une citoyenneté officielle (*ezrahut*) et répartir la catégorie cruciale de la nationalité (*le'um*) sur des motifs ethniques, réservant ainsi aux juifs les droits les plus importants, y compris celui du retour et de l'accès à la terre.

Cette distinction a été réaffirmée en octobre par la Haute Cour d'Israël qui a débouté 21 citoyens qui demandaient que leur nationalité soit reconnue dans le registre de la population en tant qu' « Israélien » et non en tant que « Juif ». La Cour a jugé que la suppression de cette dernière distinction mettrait en danger le statut d'Israël en tant qu' « État juif » ; c'est-à-dire un État où les juifs sont privilégiés par rapport aux citoyens non juifs.

Dans ce méchant jeu truqué, les Palestiniens et les autres « non-juifs » ne sont pas seulement confrontés à une discrimination, mais aussi à une exclusion permanente des droits fondamentaux que pratiquement tous les autres États – et toute revendication à une « démocratie » – intègrent dans la citoyenneté.

Les Palestiniens ne sont pas des « immigrés »

Beinart cherche également à faire oublier une autre loi d'exclusion qui caractérise fondamentalement Israël en tant qu'État racial. C'est là le moment orwellien le plus fabuleux : « *Le mouvement BDS (boycott, désinvestissement et sanctions) appelle à 'respecter, protéger et promouvoir les droits des réfugiés palestiniens au retour dans leurs maisons*

et propriétés' mais ils refusent à Israël le droit de se donner sa propre politique d'immigration. Il en va ainsi de l'appel du mouvement pour 'la reconnaissance des droits fondamentaux des citoyens arabes palestiniens d'Israël à une totale égalité', lesquels probablement dénie à Israël le droit de maintenir une politique pour une immigration préférentielle qui en fait un refuge pour les Juifs ».

« La politique pour une immigration préférentielle » est l'expression hygiénique avec laquelle Beinart décrit le dénie aux réfugiés le droit, garanti par le droit international, au retour dans leurs maisons. Les Palestiniens de la diaspora qui demandent à revenir ne sont pas des immigrants, mais une population autochtone qui a été chassée par un nettoyage ethnique de ses terres et communautés où elle vivait depuis des générations.

Il y a les gens qui vivaient dans le village d'Issawiyeh, sur les terres expropriées duquel l'université hébraïque a construit son Immeuble Rabin, ou ceux encore qui ont été déportés de leur village détruit de Sheikh Muwanis, sur lequel l'université de Tel Aviv se trouve.

Il y a encore, tel le grand poète Mahmoud Darwish, les « présents absents » ; des personnes qui ont disparu presque autant par le langage richement inventif de la discrimination israélienne auquel fait écho Beinart, que par les pratiques actuelles qui transforment un peuple autochtone en « immigrés » ou « infiltrés ».

Et ce processus de transfert se poursuit encore aujourd'hui pour les habitants de Jérusalem-Est occupée à qui il est constamment refusé un permis de construire pour agrandir leur maison, en vertu de la « loi » israélienne, et qui trouvent leurs maisons démolies ou s'en trouvent « légalement » expropriées par les colons.

L'exclusion est en cours pour tout « citoyen-ne » palestinien-

ne d'Israël qui, ayant épousé un-e autre Palestinien-ne vivant à quelques miles de là en Cisjordanie, se voit refuser le droit au regroupement familial et doit s'auto-transférer dans une autre partie des territoires occupés.

Des droits considérés comme une « menace existentielle »

L'exigence des Palestiniens pour qu'Israël « *reconnaisse les droits fondamentaux des citoyens arabes palestiniens d'Israël à une pleine égalité* » est-elle si bizarre ou scandaleuse ?

Dans quel autre État une telle exigence d'une minorité, autochtone ou non, serait-elle considérée comme un prélude à la destruction dudit État, ou comme une discrimination envers la majorité ?

Les exemples qui viennent à l'esprit, inévitablement, sont l'Afrique du Sud de l'apartheid, ou l'Irlande du Nord à l'époque où elle était un « État protestant pour un peuple protestant » et où les catholiques, qui ont lancé un mouvement de droits civiques pour exiger des droits égaux, étaient confrontés à un rejet brutal et à la violence de l'État.

De tels régimes, basés fondamentalement sur la discrimination ou l'exercice scandaleusement inégal du pouvoir ou de privilèges, considèrent toujours toute remise en cause du système qui maintient l'inégalité comme une menace existentielle.

La vérité d'Israël

À cet égard, les territoires palestiniens occupés ne sont pas à distinguer de l'État « normal » ou « proprement dit » d'Israël. Ce n'est pas seulement, comme Gideon Levy l'a écrit récemment dans *Haaretz*, que toutes les institutions israéliennes sont complices de l'occupation. C'est que l'occupation et ses pratiques sont la vérité d'Israël lui-même.

Les premiers sionistes, dans leur reconnaissance de l'existence d'une population arabe autochtone qui n'accepterait pas une colonisation, et dans leur conviction de la nécessité d'un « mur de fer » d'une force militaire pour réaliser leurs projets coloniaux, n'étaient pas seulement prophétiques. Ils étaient considérablement plus honnêtes que les sionistes libéraux d'aujourd'hui quant à la nature de ce qu'ils sont en train de faire.

Une « solution à deux États » menace les Palestiniens

La possibilité de plus en plus diffuse d'une solution à deux États, minée par l'expansion quotidienne des colonies illégales, ne résoudra pas la nature essentiellement discriminatoire d'un État racial exclusif. Perçue par Israël comme une « menace démographique », autre euphémisme orwellien invoqué pour justifier le nettoyage ethnique, ce sont en fait les Palestiniens en Israël qui font face à une menace existentielle, quelle que soit la solution à deux États.

Une telle « solution » ne mettrait pas – et ne doit pas mettre – un terme à la quête palestinienne pour une justice et une égalité. En vertu de quel code contre-utopique une population devrait-elle abandonner ses droits, ou sa quête d'un traitement égal de par la loi ?

Mais ceci ne signifie pas que le mouvement BDS recherche la « destruction de l'État d'Israël », avec toutes les connotations de génocide ou d'expulsions que cette expression évoque plus ou moins ouvertement. Ce qu'il recherche, c'est sa transformation.

Une invitation

Le mouvement BDS demande à ce qu'Israël soit effectivement ce qu'il prétend être : une démocratie normale, dans un État pour toute sa population. Il ne demande à personne de partir, ou d'accepter moins que l'égalité des droits. Il demande seulement que les juifs soient prêts à vivre sur un pied

d'égalité avec les non-juifs, avec les Palestiniens ou les Bédouins, les chrétiens, les musulmans ou les laïcs, et à vivre sur une terre appartenant à toute sa population. Cela serait une véritable appartenance, pas une colonisation.

C'est une invitation, pas une menace. C'est une invitation aux juifs où qu'ils soient, et à tous les peuples, pour réaliser le potentiel émancipateur ancré dans chaque lutte pour la justice et dans chaque acte de solidarité locale ou internationale avec ces luttes.

C'est une invitation à se libérer de la contradiction douloureuse entre défense de la démocratie, et défense et soutien de l'oppression. C'est une invitation à sortir des mailles d'un rêve sioniste qui est devenu un cauchemar, toujours plus rigide et répressif, et à saisir les opportunités et prendre les risques qu'une véritable démocratie et une décolonisation éthique impliquent.

La mort de Nelson Mandela a remis à l'esprit le fait que pour qu'un processus de paix en Afrique du Sud soit lancé, les Sud-Africains blancs ont dû, à leur mérite à long terme, renoncer à leurs privilèges raciaux d'exclusion. En Irlande du Nord aussi, les protestants ont dû renoncer à leur monopole du pouvoir pour permettre au processus de paix d'être lancé.

Certains ont appelé cela le coût pour faire la paix. Peut-être serait-il préférable de considérer cela comme les cadeaux que la paix apporte à ceux qui sont prêts à envisager une cohabitation dans une société juste.

<http://electronicintifada.net/content/nightmare-hidden-within-liberal-zionism/13029>

traduction : JPP pour la Campagne BDS France

Alarmes israéliennes

Le 4 mars 2013, le premier ministre israélien s'exprimait, comme chaque année, lors de la convention de l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac), le principal lobby pro-israélien aux Etats-Unis. Les sujets abordés par M. Benjamin Netanyahu n'ont guère surpris les observateurs : défense de la sécurité d'Israël, Syrie, nucléaire iranien, exigences vis-à-vis des négociateurs palestiniens, etc. Mais, ce jour-là, un sujet nouveau a occupé un quart du temps de parole de l'intervenant : la campagne internationale Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) menée contre la politique d'Israël. Le sigle fut cité à dix-huit reprises...

Lancée en juillet 2005 par cent soixante-douze organisations palestiniennes (1), cette campagne préconise des «mesures de sanction non violentes (...) jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international (2)». Les mesures recommandées sont de trois types : boycott de l'économie et des institutions israéliennes, retrait des investissements étrangers, sanctions contre l'Etat et ses dirigeants.

Lors de la conférence de l'Aipac, M. Netanyahu a accusé les promoteurs de BDS de «faire reculer la paix», de «durcir les positions palestiniennes» et de «rendre improbables les concessions mutuelles». A la critique des fondements et des objectifs de la campagne s'est ajouté le déni de son efficacité : à en croire le premier ministre, elle n'entamerait en rien la prospérité économique israélienne.

Le paradoxe manifeste entre l'attention consacrée à BDS et l'affirmation de son inefficacité ne serait qu'apparent. «Le fait que le mouvement va échouer ne signifie pas qu'il ne doit pas être vigoureusement combattu», explique M. Netanyahu, trahissant ainsi le dilemme majeur des officiels israéliens :

reconnaître que BDS affecte leur pays, c'est encourager les artisans de la campagne; l'ignorer, c'est leur laisser le champ libre.

Avocats et adversaires de BDS s'accordent sur un point essentiel : le mouvement a connu, dans la période récente, des développements sans précédent, que même ses organisateurs n'osaient espérer. Ainsi, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a évoqué le risque d'isolement que courrait Israël en cas d'échec des pourparlers en cours.

A Munich, le 1er février 2014, il a averti : «En ce qui concerne Israël, on voit se construire une campagne croissante de délégitimation. Les gens y sont sensibles. On parle de boycott, et de toutes sortes de choses.» Ces propos ont suscité une avalanche de critiques en Israël, certains accusant – à tort – M. Kerry de justifier le boycott et d'utiliser BDS pour faire pression sur le gouvernement israélien afin de lui imposer un accord défavorable à ses intérêts.

Les récentes victoires de la campagne expliquent l'inquiétude des autorités américaines. Fin janvier 2014, le fonds souverain de la Norvège, le plus important du monde avec 629 milliards d'euros d'en-cours (3), a ajouté à sa «liste noire» deux compagnies israéliennes, Africa Israel Investments et Danya Cebus, en raison de leur rôle dans la construction de colonies à Jérusalem. Invoquant le même motif, l'un des principaux fonds de pension néerlandais, PGGM (150 milliards d'euros d'en-cours), a retiré plusieurs dizaines de millions d'euros de cinq banques israéliennes.

De son côté, le gouvernement allemand a annoncé qu'il refuserait désormais de subventionner les entreprises de haute technologie israéliennes situées dans les colonies de Jérusalem ou de Cisjordanie.

L'« affaire Sodastream »

En outre, la campagne BDS a remporté récemment des victoires dans d'autres domaines que l'économie. En février dernier, l'American Studies Association, une société savante de cinq mille membres, a adopté, par 66% des suffrages, une résolution préconisant la rupture des relations avec les institutions universitaires israéliennes. Ce coup de tonnerre dans le milieu académique suivait le désistement, en mai 2013, du célèbre astrophysicien Stephen Hawking d'une conférence organisée en Israël. Un mois plus tôt, la Teachers Union of Ireland (TUI, quatorze mille membres) avait voté une motion de soutien à la campagne BDS, et dénoncé Israël comme un «Etat d'apartheid».

Pour M. **Omar Barghouti**, un des principaux animateurs du mouvement, ces succès importent autant, sinon davantage, que ceux obtenus dans le secteur économique : «L'impact de ce boycott institutionnel par des organisations importantes, comme l'American Studies Association, va bien au-delà de l'Université et installe la campagne BDS comme un sujet de débat légitime dans les médias (4).»

Toutefois c'est très probablement l'«affaire Sodastream» qui a révélé l'ampleur prise par le mouvement de solidarité avec les Palestiniens. La multinationale israélienne fabrique des appareils de gazéification des boissons, en particulier dans la colonie de Maale Adumim, située près de Jérusalem. Sodastream est depuis longtemps la cible de BDS.

En janvier 2011, l'association israélienne [Who Profits](#), spécialisée dans l'étude des entreprises bénéficiant de la colonisation, l'accusait dans un rapport d'exploiter les ressources et la main-d'oeuvre palestiniennes. Les divers groupes impliqués dans la campagne ont ciblé les appareils Sodastream, ainsi que les enseignes qui les vendent, comme Darty en France.

Pour redorer son image, l'entreprise s'est offert les services de la comédienne Scarlett Johansson, l'une des actrices fétiches du réalisateur Woody Allen. Elle a tourné un spot pour la marque, qui devait notamment être diffusé le 2 février dernier lors de la finale du Super Bowl (le championnat de football américain). Mais la publicité a été rapidement repérée, détournée et parodiée par les artisans de BDS pour dénoncer la colonisation et la caution que lui apportait la comédienne.



Ils ont ensuite interpellé l'organisation non gouvernementale (ONG) Oxfam, active dans les territoires palestiniens, qui comptait depuis 2007 l'actrice parmi ses ambassadrices. Le 30 janvier, l'ONG a annoncé la rupture : «Bien qu'Oxfam respecte l'indépendance de ses ambassadeurs, le rôle de promotion de l'entreprise Sodastream par Mme Johansson est incompatible avec celui d'ambassadrice mondiale d'Oxfam. (...) Oxfam est opposé à tout échange commercial avec des colonies israéliennes, illégal en vertu du droit international (5).»

L'«affaire Sodastream» a immédiatement rebondi en France. Alertés par des militants propalestiniens, plusieurs dessinateurs ont découvert que l'entreprise figurait parmi les partenaires officiels du Festival international de la bande dessinée d'Angoulême.

Dans une lettre ouverte rendue publique le 31 janvier, plus d'une centaine d'entre eux, parmi lesquels une dizaine

d'anciens primés, ont exprimé leur indignation. Se déclarant «surpris, déçus et en colère de découvrir que Sodastream est un sponsor officiel du Festival international de la bande dessinée d'Angoulême», les signataires ont demandé aux organisateurs «de couper tous les liens entre le Festival et cette entreprise honteuse».



Le dessinateur Jacques Tardi et la chanteuse Dominique Grange ont de leur côté regretté «avoir été pris en otage par ceux qui dirigent [le Festival] et n'ont pas estimé nécessaire de nous informer que l'édition de cette année était en partie financée par une entreprise installée dans les territoires palestiniens occupés, cautionnant ainsi la politique de colonisation de l'Etat d'Israël, le blocus de Gaza et les violations récurrentes des droits du peuple palestinien».

L'«affaire Sodastream» témoigne des limites objectives, pour ne pas dire des contradictions, de la stratégie israélienne de lutte contre BDS. Quoi que puisse en dire M. Netanyahu, les autorités israéliennes considèrent cette campagne comme une «menace stratégique». En juin 2013, le premier ministre israélien lui a d'ailleurs consacré une réunion restreinte. Il a confié la responsabilité de la lutte contre cette «entreprise de délégitimation d'Israël» à son ministre des affaires stratégiques, M. Yuval Steinitz, désormais chargé de la coordination des organes de sécurité, de renseignement et de diplomatie affectés à la lutte contre les «menaces stratégiques» – au nombre desquelles le nucléaire iranien figure au premier chef.

Cette nouvelle attribution du ministère, réputé pour ses opérations de déstabilisation et de désinformation, révèle à

quel point Israël prend au sérieux la campagne BDS. Mais la contre-attaque est-elle efficace?

Rendre l'occupation respectable

La stratégie consistant à combattre BDS tout en feignant de l'ignorer pourrait en effet se retourner contre ses utilisateurs. De la campagne publicitaire de Sodastream au parrainage d'initiatives culturelles, en passant par les invitations adressées à des intellectuels ou à des artistes de renommée internationale, la tactique israélienne vise à rendre respectables l'occupation et la colonisation. Bien souvent, elle a surtout pour résultat de faire naître l'indignation dans des secteurs jusqu'alors peu ou pas mobilisés.

Les déclarations de Mme Tzipi Livni, ministre de la justice, illustrent cette impasse : «Nous vivons dans une bulle. Le pays entier est déconnecté de la réalité internationale. (...) Le boycott avance et progresse uniformément et de manière exponentielle. Ceux qui ne veulent pas le voir finiront bien par l'éprouver (6).» La riposte choisie manque d'efficacité parce qu'elle se situe quasi exclusivement sur le terrain du discours, et oublie la nature de plus en plus visible de l'obstination israélienne à refuser tout compromis avec les Palestiniens.

L'activisme des militants ne suffit pas à expliquer le développement de la campagne BDS, même s'il joue un rôle moteur. La mobilisation se nourrit de la réalité de la politique israélienne : du blocus de Gaza et des bombardements meurtriers à l'hiver 2008-2009 aux perpétuelles relances de la construction dans les colonies, en passant par l'assaut meurtrier contre la «flottille de la liberté» en mai 2010.

Grâce à la campagne BDS et à son implantation à la base, le mouvement de solidarité avec les Palestiniens atteint progressivement les échelons intermédiaires, voire supérieurs, de certaines institutions. Révélatrice d'une indignation

grandissante face à la politique israélienne, cette dynamique ne pourra être défaite par une stratégie de «dédiabolisation» de Tel-Aviv.

«Piétiner les droits des Palestiniens au nom de notre droit exclusif à la terre risque d'aboutir à un ostracisme international d'Israël, et si cela se produit, ce ne sera pas de l'antisémitisme (7)», a averti récemment, avec lucidité, **l'historien israélien Zeev Sternhell.**



Julien Salingue

Source :

<http://www.monde-diplomatique.fr/2014/06/SALINGUE/50475>

Le Monde
diplomatique

(1) Pour plus de détails sur les origines de la campagne BDS, lire Willy Jackson, « [Israël est-il menacé par une campagne de désinvestissement ?](#) », Le Monde diplomatique, septembre 2009.

(2) Cf. l'intégralité de l'appel sur www.bdsfrance.org [<http://www.bdsfrance.org>]

(3) Ce fonds d'Etat géré par la Banque de Norvège est alimenté par les revenus du pétrole et les placements à l'étranger, www.regjeringen.no [<http://www.regjeringen.no>]

(4) Jan Walraven, « BDS is on the rise [<http://palestinemonitor.org/details.php?id=c9ut5wa6325y6r8i8ocqj>] », Palestine Monitor, 24 février 2014.

(5) « Israël-Sodastream : Scarlett Johansson n'est plus ambassadrice pour Oxfam [<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=153195&cid=19&fromval=1>] », dépêche de l'Agence France-Presse du 30 janvier 2014.

(6) « Livni : We're living in bubble, disconnected from world [<http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4471199,00.html>] », Ynetnews, 30 décembre 2013.

(7) Catherine Gouëset, « Pourquoi le boycott commence à faire peur à Israël [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/pourquoi-le-boycottcommence-a-faire-peur-a-israel_1320947.html] », 6 février 2014.

Solidarité du Comité Contre la Répression du FBI avec les militants BDS français

Le Comité Contre la Répression par le FBI aux Etats Unis d'Amérique envoie l'expression de sa solidarité fraternelle à nos frères et sœurs français du mouvement de justice pour la Palestine.

Nous condamnons vigoureusement la tentative du gouvernement français de criminaliser vos activités. Les gouvernements américains et français ne peuvent pas stopper le courant

international qui aboutira à la liberté, la justice et l'égalité en Palestine ! Nous comprenons vos difficultés. En 2010 le FBI a effectué de nombreux raids sur nos maisons et confisqué nos biens personnels sous couvert d'investigation d'actes soutenant le terrorisme. Ils ont convoqué 23 d'entre nous à comparaître devant une cour d'accusation. NOUS AVONS TOUS REFUSE, EN RISQUANT LA PRISON. Maintenant, nous avons un mouvement international qui devient de plus en plus puissant. Les États Unis avec ses alliés de l'OTAN et Israël sont des puissances en déclin qui deviennent de plus en plus isolées dans le monde. Leurs décrets et leurs lois ne peuvent plus nous restreindre. Ils ne font qu'augmenter notre détermination ! Grâce au mouvement BDS aux USA, les gens réalisent qu'Israël est un pays de répression et de surexploitation comme l'Afrique du Sud de l'apartheid. Nous espérons que vous accepterez un don symbolique de notre comité pour votre fond de défense légale. Nous vous assurons encore notre entière solidarité avec nos frères et sœurs du mouvement BDS français.

En anglais :

The Committee to Stop FBI Repression in the US sends solidarity greetings to our brothers and sisters of the boycott, divestment, and sanctions (BDS) movement against Israel in France. We stand with you against the outrageous attempts by the French government to slander and criminalize you. The US and French governments and courts cannot hold back the international movement for freedom, justice and equality in Palestine! We understand what you are up against. In 2010, the Federal Bureau of Investigation (FBI) raided our homes, claiming to investigate "material support for terrorism," which carries a minimum 15-year prison sentence. The FBI took our belongings and ordered 23 antiwar, and Palestine and Colombia solidarity activists, to appear before a grand jury in Chicago. Grand juries are secretive courts, run solely by US prosecutors, with no judge, and no right to a lawyer or to present evidence favorable to you. All 23 refused to appear,

risking going to jail. There was a tremendous outpouring of support for us, with protests in 70 cities and solidarity statements from unions, and peace, community, religious and student groups. Today, the Assistant US Prosecutor Barry Jonas claims the "investigation is ongoing" and refuses to return the belongings of Palestinian-American leader Hatem Abudayyeh of Chicago. Jonas is a pro-Israel ideologue responsible for putting the Holy Land Five, Muslim and Palestinian-American charity leaders, in prison for up to 65 years. We say education, health care, housing and food for Palestinians is a human right! Charity and solidarity is not a crime! There are now nearly 200 Palestinian-American, Arab-American, and Muslim men in US prisons for similar political cases. The repression is continuous and expanding. But we have an international movement against war, occupation and repression that is growing more powerful. The US, its NATO allies including France, and Israel, are in decline and growing more isolated in the world. Because they are losing, they are acting more desperate. Their rulings and laws will not hold us back. It only makes us more determined! Because of the BDS movement in the US, people are learning that Israel is a country of repression and super-exploitation like Apartheid South Africa. Opposition to US funding for Israel is growing. We hope you will accept a token donation of "material support" from the Committee to Stop FBI Repression for your legal defense fund. We stand in solidarity with our sisters and brothers of the BDS movement in France!

Tom Burke, for the Committee to Stop FBI Repression at www.StopFBI.net

Source:

http://www.stopfbi.net/2013/6/26/csfr-solidarity-bds-movement-france?utm_source=buffer&utm_campaign=Buffer&utm_content=buffer936a6&utm_medium=twitter